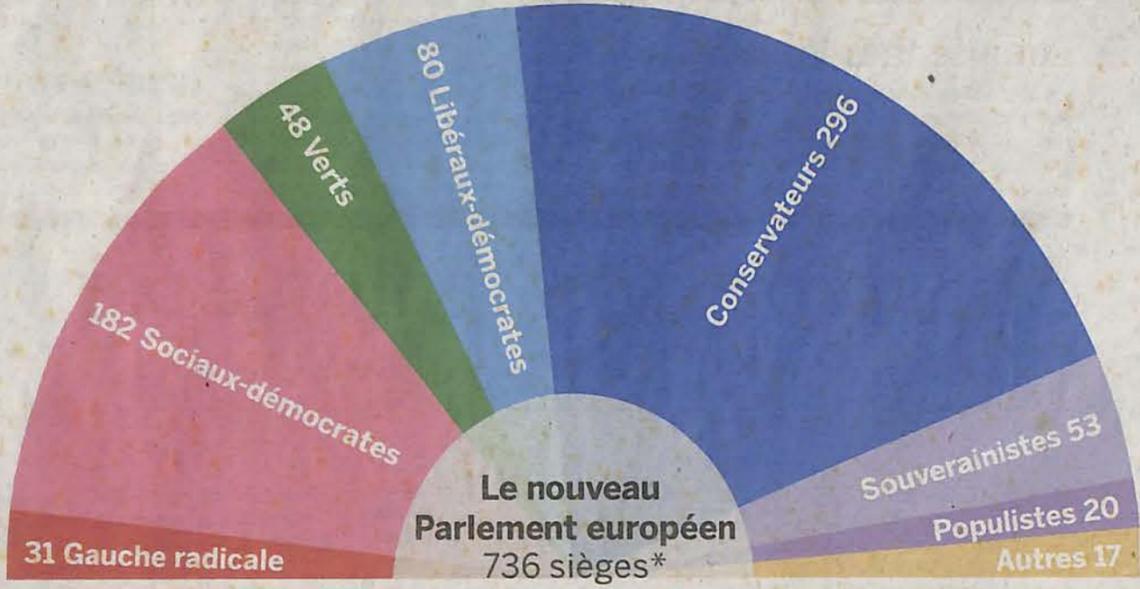


## Derrière l'UMP renforcée, les écologistes triomphent, le PS et le MoDem échouent

Presque partout en Europe, le scrutin du 7 juin a conforté les gouvernements conservateurs et sanctionné ceux de gauche

En France, l'ample succès aux élections européennes du dimanche 7 juin de la liste Europe Ecologie, emmenée par Daniel Cohn-Bendit, au détriment du Parti socialiste et du MoDem, bouleverse le paysage politique. Pour la première fois, la mouvance écologiste s'affirme comme une véritable force électorale. De son côté, l'UMP, le parti du président de la République, réalise un score meilleur que prévu. Ensemble, l'extrême droite, la droite, le centre et le MoDem frôlent, selon les chiffres du ministère de l'intérieur, les 50 % des suffrages exprimés, alors que les différentes formations de gauche et d'extrême gauche totalisent 45 %.

Même si plus d'un électeur sur deux a boudé le scrutin, Nicolas Sarkozy peut s'estimer triplement satisfait : François Bayrou, qui s'était érigé en principal opposant au président, en paye le prix fort ; le Parti socialiste, fragilisé par son mauvais score, risque de se diviser à nouveau ; enfin, Europe Ecologie doit en grande partie son succès à un leader qui, dimanche, a confirmé qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle de 2012, et pourrait avoir du mal à faire fructifier hors du Parlement européen son capital électoral.



\* Total encore provisoire avant la composition des groupes

**Cahier résultats**  
27 pays, France : 360 villes



**Qui sont les 72 eurodéputés français**

**Trombinoscope** Ils ont été élus ou réélus dimanche : visages et parcours des eurodéputés français qui vont siéger à Strasbourg. P. 14-15

**De Londres à Rome, les leçons nationales du scrutin européen**

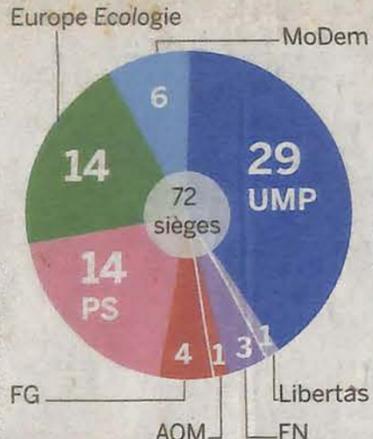
**Analyses** Angela Merkel est confortée, Gordon Brown défait. Silvio Berlusconi obtient une petite victoire, et José Luis Zapatero concède une défaite limitée. P. 6 à 8

### La droite domine le nouveau Parlement de Strasbourg

La droite européenne a gagné les élections du dimanche 7 juin. Un peu partout, les formations conservatrices ou libérales arrivent en tête du scrutin destiné à élire le nouveau Parlement européen. A deux exceptions près, celles de la Grèce et du Danemark, la gauche socialiste ou sociale-démocrate est sur le reflux. C'est vrai lorsqu'elle est dans l'opposition, comme en France ou en Italie ; c'est vrai aussi quand elle est au pouvoir, comme au Royaume-Uni et en Espagne. Avec une abstention toujours très élevée - autour de 60 % -, cette incapacité de la gauche à « profiter » de la crise économique qui frappe l'ensemble de l'Union européenne est le trait dominant de ce scrutin. Il faut y ajouter la percée

des Verts, qui se manifeste dans de nombreux pays et tout particulièrement en France, où les listes conduites par Daniel Cohn-Bendit talonnent de très près le Parti socialiste de Martine Aubry. Le nouveau Parlement sera donc, comme l'ancien, dominé par le parti qui regroupe la droite, le Parti populaire européen (PPE) ; il pourra s'appuyer sur le groupe dit des Libéraux et démocrates. Le Parti socialiste européen (PSE) garde la seconde place ; les Verts dépasseront les 50 élus. Les euroseptiques et l'extrême droite se maintiennent, sans gains particuliers, sauf en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Hongrie ou encore en Roumanie. Avec un pareil profil politique, le Parlement devrait entériner la nomination du

Portugais José Manuel Barroso pour un deuxième mandat à la tête de la Commission. C'est ce que souhaite la majorité des gouvernements de l'Union. De même, l'Assemblée continuera d'être un lieu de compromis : tout texte doit y être voté par au moins trois groupes. L'Europe de l'Est, qui participait à son deuxième scrutin, a voté comme les autres membres de l'Union européenne : énorme abstention, et avantage, là aussi, aux formations conservatrices et libérales, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition. Le gouvernement le plus ébranlé par cette élection est celui du travailliste Gordon Brown, à Londres : son parti réalise son plus mauvais score depuis 1918.



### Le regard de Plantu



Retrouvez-nous en page centrale.

**Demain dans Le Monde**  
« Le Monde Economie » Face au retour de l'Etat, la pensée libérale fait de la résistance  
**Dossier spécial bioéthique** Progrès de la science et questions morales : l'état des lieux

### Amartya Sen et la mesure du bonheur

**Entretien** L'économiste indien, Prix Nobel, appelle les Etats à réguler l'économie en fonction du bien-être et de la liberté des populations, et s'inquiète de l'impact du changement climatique sur les pays pauvres. P. 16

### Le procès des « bébés congelés »

**Justice** Véronique Courjault comparait devant la cour d'assises d'Indre-et-Loire pour le meurtre de trois de ses enfants, après avoir dissimulé ses grossesses. Les cadavres avaient été retrouvés en 2006, dans un congélateur, par son mari. P. 19

MATTHIAS ENARD

## zone

**LIVRE INTER 2009**

Prix Initiales 2009, Prix Décembre 2008, Bourse Thyde Monnier de la SGDL 2008, Prix Candide, Prix Cadmous

ACTES SUD  
www.actes-sud.fr

UK price £ 1,50  
M 00147 - 609 - F - 1,40 €

Editorial

Indifférence ?

C'est l'un des paradoxes de l'Europe. L'idée européenne, à en croire les sondages, reste populaire dans la plupart des pays membres. Mais l'Union européenne, telle qu'elle se construit à Bruxelles, serait, elle, frappée d'impopularité parce que trop technocratique, bref pas assez démocratique. Et, pourtant, le seul scrutin qui permet aux peuples de façonner l'une des institutions de l'Union, son Parlement, est très largement boycotté. L'élection, dimanche 7 juin, du nouveau Parlement de Strasbourg n'aura pas échappé à cette règle : près de 60 % d'abstention parmi les 388 millions d'électeurs appelés à élire les 736 nouveaux eurodéputés. Triste tradition respectée, dira-t-on.

Le nouveau Parlement européen va ressembler à l'Assemblée sortante. Les conservateurs restent la force dominante. Cela reflète le profil de la majorité des gouvernants dans l'Europe d'aujourd'hui. Le vote de dimanche n'a pas été un vote sanction ; dans la plupart des cas, il confirme les équipes sortantes conservatrices. Les socialistes et les sociaux-démocrates gardent la seconde place, mais sont en perte de vitesse. Ils ne profitent pas de la crise. Les Verts, eux, progressent. En témoignent les beaux résultats empochés par la liste menée en France par Daniel Cohn-Bendit, qui a mené une campagne axée sur des thèmes européens. Il n'y a pas de montée significative d'un populisme anti-européen, sauf en Grande-Bretagne, où la formation la plus européenne, le New Labour, est en déroute, devancée par un parti conservateur eurosceptique et par une formation europhobe, l'UKIP.

Les Européens n'ont qu'une préoccupation en tête, la crise, et cela peut expliquer l'indifférence aggravée manifestée par un si grand nombre à l'égard de l'Europe. Bruxelles n'a joué presque aucun rôle dans la « gestion » du traumatisme déclenché cet automne ni, plus tard, dans les remèdes imaginés pour y parer. Il y a une politique monétaire commune dans la zone euro, mais il n'y a pas eu de plan de relance communautaire ni même de coordination des politiques économiques au sein des 27. Il y a eu une addition de plans nationaux, auxquels le président de la commission, le Portugais José Manuel Barroso, a donné un vague habillage européen. S'ils ont voulu sanctionner l'inexistence de l'Europe institutionnelle dans la crise, les abstentionnistes se sont trompés de cible. Ce n'est pas le Parlement qui est fautif, c'est M. Barroso, dépourvu de charisme politique et de toute imagination économique. Or les gouvernements s'apprentent à le proposer pour un second mandat à la tête de la Commission. C'est une mauvaise nouvelle pour l'Europe. ■

**Société éditrice du « Monde » SA**  
**Président du directeur, directeur de la publication :**  
 Eric Fottorino  
 Vice-président, directeur général : David Guiraud  
 Secrétaire général du directeur : Pierre-Yves Romain  
**Directeur du « Monde » :** Eric Fottorino  
 Directeur adjoint : Laurent Grailsamer  
 Editeur : Michel Steir  
**Directeur de la rédaction :** Alain Frachon  
 Directeur éditorial : Gérard Courtois  
 Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître, Franck Nouchi (« Le Monde 2 ») et Isabelle Talès  
 Chef d'édition : Françoise Tovo  
 Directeur artistique : Quintin Leeds  
 Veille de l'information : Eric Azan  
 Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco  
**Médiatrice :** Véronique Maurus  
**Conseil de surveillance :** Louis Schweitzer, président  
 Jean-Pierre Tuquoi, vice-président  
 Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA  
 Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2009.  
 Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.  
**Rédaction :** 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75017 Paris Cedex 13  
 Tél. : 01-57-28-20-00. Télécopieur : 01-57-28-21-21  
**Courrier des lecteurs :** par télécopie : 01-57-28-21-74 ;  
 Par courrier électronique : courrier\_des\_lecteurs@lemonde.fr  
**Abonnements :** par téléphone : de France 0-825-000-778  
 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-30-48.  
 Sur Internet : www.lemonde.fr/abonjournal/  
 Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0713 C 0193 ISSN 0959-3917  
 Imprimerie du Monde  
 12, rue Maurice-Gumbourg  
 94852 Ivry-sur-Seine  
 PRESSE PAYSANNE  
 2007  
 Président : David Guiraud  
 Directeur général : Frédéric Lemaître  
 80, bd Auguste-Blanqui  
 75017 PARIS CEDEX 13  
 PRINTED IN FRANCE Tél. : 01-57-28-20-00 Fax : 01-57-28-21-21

L'actualité sur Lemonde.fr



FREDERICK FLORIN/AFP

Européennes, le bilan

Les résultats des élections européennes, sur le plan national, sont consultables sur une carte de France et ses « super-régions ». Le détail des résultats est accessible au niveau des 36 000 communes : pour chaque commune, il est possible de « naviguer » dans les communes avoisinantes pour voir les

résultats. Au niveau européen, une carte donne tous les résultats pays par pays.

« Obama a fait de l'islam une religion américaine »

Le discours prononcé par Barack Obama au Caire a marqué « d'abord et avant tout la rupture symbolique et rhétorique avec l'ère Bush », a expliqué, vendredi 5 juin dans un chat, Gilles Kepel, professeur des universités à Sciences Po. « Ce discours a fait d'une certaine manière de l'islam une religion américaine. Obama, fils d'immigré d'origine musulmane, a insisté pour inscrire l'islam dans le melting-pot religieux américain », a souligné M. Kepel, selon qui, « l'autre

facteur important, c'est que jamais un président américain n'était allé aussi loin dans la pression sur Israël, notamment pour ce qui concerne le gel de la colonisation et la nécessité de reconnaître la souveraineté d'un Etat palestinien, et l'insistance sur la souffrance palestinienne ».

Liban, pays de fractures

Les Libanais ont voté dimanche 7 juin pour élire leurs députés. Un repère dresse un « portrait » de ce pays : histoire, géographie, communautés, figures politiques...

Rendez-vous

**Débat en direct jeudi 18 juin,** à 10 heures, avec Bertrand Badie : « Nord-Sud : vieille question, nouveaux périls ? »

Chronique

L'art d'appuyer là où ça fait mal

Edouard Balladur parle rarement sans bonne raison. Par don ! Edouard Balladur ne s'exprime jamais sans excellente raison. Qu'il ait jugé nécessaire de prendre la plume, voilà deux semaines dans *Le Figaro*, pour formuler quelques réserves sur l'ouverture du gouvernement « à des personnalités n'appartenant pas à la majorité » ne peut donc être tenu pour négligeable. Sur-tout quand on sait qu'il est l'un des

France

Gérard Courtois

très rares à pouvoir dire tout haut à Nicolas Sarkozy ce que tout le monde pense tout bas.

A la veille, ou à l'avant-veille d'un remaniement annoncé, quel message adressait donc l'ancien premier ministre à celui qui fut son ministre du budget dans une vie antérieure ? Que l'ouverture à gauche est une idée épataante. Telle ment épataante même qu'il ne faut pas la galvauder, pour ne pas « troubler » les électeurs ou les parlementaires de la majorité. Il ajoutait que cette démarche ne saurait être justifiée que par l'appel à des « compétences incontestées » et qu'elle ne devrait pas s'exposer au reproche « d'être inspirée de mobilies seulement politiques ».

La belle affaire, dira-t-on ! Et l'on n'aura pas tort. Tant il est évident que l'essentiel est ailleurs : du côté de la crise, du chômage, de l'inquiétude des Français et des choix économiques sur lesquels planche

Il ne faut pas « troubler » les électeurs ou les parlementaires de la majorité

l'Elysée avant les arbitrages budgétaires de l'été. En outre, les spéculations sur le casting du prochain gouvernement sont un passe-temps assez dérisoire dès lors que, depuis deux ans, les ministres sont au mieux des « collaborateurs » du chef de l'Etat, au moins mal les vedettes américaines des shows présidentiels et au pire des figurants.

Pourtant, la volonté affichée par le président de la République de poursuivre l'ouverture du gouvernement à des personnalités de gauche n'est pas seulement un hochet destiné à distraire les esprits. Depuis deux ans, Nicolas Sarkozy appuie là où ça fait mal : sur le désarroi du principal parti de l'opposition et l'impression que donnent les socialistes de n'être ni prêts ni même désireux de revenir au pouvoir. Réaliser, demain, quelques « prises de guerre » supplémentaires à gauche renforcerait cruellement la démonstration.

Reste le « trouble » de la majorité, invoqué par Edouard Balladur et qui peut se résumer ainsi : à quoi bon accorder des postes à des personnalités de gauche si celles-ci n'entraînent pas leurs électeurs dans leurs bagages ? Après les résultats calamiteux du PS au scrutin européen, la question se posera avec encore plus d'acuité. Et elle nourrira un peu plus l'agacement des caciques de province qui grognent à mi-voix de voir les ralliés de gauche renforcer l'assise parisienne ou francilienne du gouvernement : 18 de ses 39 membres ont déjà leurs attaches à Paris ou dans la région parisienne. Un record absolu.

Rien n'indique cependant que Nicolas Sarkozy soit disposé à se laisser attendre par ces états d'âme. Ce n'est pas son genre. Encore moins après le succès de son camp au soir du 7 juin. ■

Pierre Drouin (9 juin 1959.)

Courriel : courtois@lemonde.fr

M. Sarkozy sort renforcé par l'échec de l'antisarkozysme

Le président « bling-bling » qui faisait des cadeaux aux riches avait perdu la première manche, les élections municipales de mars 2008. Le président de crise et de l'Union européenne (UE) a remporté la deuxième : avec 27,9 % des voix obtenues par l'UMP, Nicolas Sarkozy est, avec Daniel Cohn-Bendit, le gagnant incontesté des élections européennes du 7 juin.

Le chef de l'Etat a échappé au vote sanction, comme la plupart des dirigeants de droite en Europe : les électeurs semblent leur faire confiance pour gérer la crise inédite du capitalisme. M. Sarkozy a réussi à naviguer dans la tempête, lâchant du lest pour limiter la contestation sociale, mais sans renoncer complètement à ses réformes. « Jusqu'à présent, nous n'avons pas commis d'erreur », affirmait-il fin mars.

Depuis, les étudiants ont cessé leurs grèves, les séquestrations de chefs d'entreprise se sont faites plus rares. La crise économique n'a pas conduit à l'explosion sociétale redoutée. Le président récolte aussi les fruits de sa tactique de campagne : discours volontariste sur l'Europe, en vantant sa présidence de l'UE ; droitisation sur la sécurité en fin de campagne pour raffermir le noyau dur de son électorat ; trouble semé chez l'adversaire, en proposant de poursuivre l'ouverture ou en vantant le programme écologique de Daniel Cohn-Bendit, adversaire principal de François Bayrou.

Il n'empêche, M. Sarkozy dispose d'une réserve de second tour faible pour une présidentielle, la droite, y compris le Front national, totalisant 42 % des voix. M. Sarkozy compte jouer la carte du rassemblement pour traverser la crise, poursuivre les réformes et élargir sa base électorale.

François Fillon a donné le ton dimanche soir : « Face à la crise économique, l'unité nationale est une nécessité ». Selon l'Elysée, le chef de l'Etat veut prendre son temps, consulter au cours des prochains jours. La semaine suivante, il s'expliquera devant les Français. Le remaniement ministériel, qui conduira au remplacement de Michel Barnier et Rachida Dati,

Analyse

Arnaud Leparmentier  
 Service Europe-France

élus eurodéputés, interviendra après. Un des enjeux est de dénicher de nouvelles personnalités d'ouvertures, les « proies » de qualité étant rares.

Avec l'échec de M. Bayrou et du PS, le chef de l'Etat espère parvenir à réfuter l'existence d'un front antisarkozyste ou d'un rejet de sa personnalité par les Français. « C'est la sanction du vote sanction », jubile Brice Hortefeux, l'ami du président.

Le score des Verts révèle l'émergence d'un électorat libertaire, éduqué, attaché à l'économie de marché, analyse un

Le président n'est pas assuré de remporter la troisième manche qui le conduira aux régionales

che du chef de l'Etat. Accusé par ses adversaires de mener une politique attentatoire aux libertés publiques, M. Sarkozy compte répondre à leurs attentes en promouvant, dans le cadre de la réforme de la justice, un habeas corpus à la française. Il fera également de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité, rappelée dès dimanche par M. Fillon. Ce souci hypothèque l'entrée au gouvernement de l'ancien ministre de l'éducation de Lionel Jospin, Claude Ailègre, qui conteste le réchauffement climatique.

Le problème essentiel reste la crise économique. Tant qu'elle perdure, il n'est pas possible de fixer une stratégie présidentielle pour 2012. Matignon identifie trois risques majeurs : la multiplication des plans sociaux à l'automne ; la vulnérabilité des entreprises françaises et la spirale

de l'endettement public. La gestion sociale passe par la poursuite du dialogue avec les syndicats, reçus lundi à l'Elysée, et l'aide aux plus vulnérables. Aucune mesure nouvelle n'est prévue tandis que M. Sarkozy s'est toujours opposé à un coup de pouce au smic.

Le renforcement de la compétitivité de l'économie implique la poursuite des réformes. M. Sarkozy est conforté par les enquêtes d'opinion, 67 % des Français et 90 % des électeurs UMP souhaitant que leur rythme se maintienne ou s'accroisse, selon un sondage TNS Sofres/Logica du 7 juin pour *Le Monde*, France 2, France 3, France Inter et *Le Point*. Devant ses visiteurs, le président évoque la réforme des collectivités locales, l'aménagement du territoire, la suppression de la taxe professionnelle et le travail après 60 ans. Pour mieux faire accepter ses propositions, M. Sarkozy évite désormais de trop rudoyer les corps intermédiaires.

Enfin, une partie essentielle se joue en Europe. M. Sarkozy va devoir trouver un accord avec Angela Merkel. Quasi assurée d'être réélue à l'automne, la chancelière a une stratégie de réduction des déficits peu compatible avec la vision de M. Sarkozy, guère enclin à la rigueur et partisan de protéger l'industrie européenne. Une crise n'est pas exclue, d'autant que M<sup>me</sup> Merkel a prononcé un discours sur l'Europe jugé très frileux à Paris, révélant une Allemagne peu désireuse d'assumer son rôle de première puissance continentale.

Le président doit aussi obtenir que les décisions du G20 sur la régulation financière soient confirmées en septembre. Les discussions pour leur mise en œuvre en Europe sont délicates avec le Royaume-Uni de Gordon Brown. Elles le seront encore plus si le conservateur David Cameron arrive au 10 Downing Street.

M. Sarkozy a beau se retrouver sans adversaire, il n'est pas assuré de remporter la troisième manche qui le conduira aux régionales de 2010, véritable test de mi-mandat, alors que le chômage devrait continuer de s'enveloper. ■

Il y a 50 ans dans Le Monde  
 Consolider ce qui est acquis...

LE GÉNÉRAL de Gaulle à Saint-Etienne, M. Pinay à Saint-Chamond, M. Debré à Angers, ont évoqué dimanche les lendemains économiques et les chances promises au pays s'il persévérerait dans la sagesse. Le langage n'est pas nouveau, mais on perçoit mieux les deux tentations contradictoires entre lesquelles oscille le gouvernement.

La première, à l'orée de ce « mois de l'information », est de débaler le stock de bons indices, de chiffres qui jalonnent la remontée des « affaires françaises » depuis le début de l'année : faible hausse des prix, reconstitution de notre trésore-

rie de devises, nouveau départ de la production industrielle, en avril.

La deuxième est de jeter un peu d'encre froide sur ces résultats, qui, trop complaisamment mis en vedette, ne manqueraient pas de susciter de dangereux appétits. La balance dominicale a penché plutôt du côté de la vigilance. L'heure de la vérité est encore celle de la sévérité, et dans la répartition des rôles c'est à M. Pinay qu'a été dévolu celui ingrat de dispenser les avertissements.

Ce renforcement de la « base » de notre vie économique et sociale, le général de Gaulle devait en souligner lui aussi toute

l'importance. Il a le goût naturel des constructions solides. Mais il s'attarde moins à l'évocation des sacrifices. Déjà il brosse un tableau plus précis des possibilités de demain : amélioration des salaires et traitements, de notre équipement, de la condition des travailleurs dans leurs entreprises et dans la nation. « Lorsque la stabilité sera définitivement établie le progrès social sera le premier objectif du gouvernement... » On saisit parfaitement l'idée, mais ne peut-elle être interprétée au gré des humeurs de chacun ? ■

# Avec plus de 16 % des suffrages, les listes Europe Ecologie menées par Daniel Cohn-Bendit ont créé la surprise. Le fruit d'une longue campagne

## La revanche de « Dany » l'Européen

**V**ous n'imaginez pas le pouvoir de Dany ! » Parodiant le slogan de la campagne des listes Europe Ecologie – « Vous n'imaginez pas le pouvoir de l'écologie » – les jeunes Verts ont résumé dimanche en quelques mots l'effet Cohn-Bendit sur l'écologie française. Dix ans après sa première campagne européenne en France, au terme de laquelle il s'était fait tacler sèchement par Dominique Voynet d'un « on l'envoie à Bruxelles pour cinq ans et après... merci Dany ! », le député allemand voit enfin ses mérites reconnus.

Le succès singulier de l'écologie à plusieurs voix, c'est lui. Le mariage entre un José Bové, un proche de Nicolas Hulot, un ancien dirigeant de Greenpeace, et l'ex-magistrate Eva Joly, c'est encore lui. Et la percée comme troisième force politique, à un souffle du PS, c'est toujours lui. « Dany le Rouge », transformé en Européen « libéral-libertaire », est devenu en quelques mois l'homme providentiel chez les Verts et dans tout le courant écologiste. Il entend bien le rester.

Il a mis tant d'énergie, de patience souvent, pour y parvenir, malgré quelques maladroites. Il enrageait de voir la galaxie écologiste française si mal en point. Eclatée entre sa composante politique, les Verts, et une myriade d'associations, de cercles environnementalistes et de personnalités aux ego démesurés. Divisée entre sa composante réaliste et sa mouvance plus gauchiste. Et surtout amoindrie par les échecs électoraux successifs : à la présidentielle, où Dominique Voynet avait obtenu un petit 1,57 %, aux législatives, qui avaient vu les députés Verts élus grâce aux largesses du PS et aux municipales, où la victoire de Dominique Voynet à Montreuil a masqué un piètre score national.

Depuis quarante ans, cet ovni de la scène politique n'a jamais tiré un trait sur le pays qui l'avait jugé indésirable en 1968. La France le fascine et il a tenté à maintes reprises d'y jouer le rôle de l'outsider. En 1999, il amène la liste des Verts à frôler les 10 % des voix aux élections européennes, faisant la preuve de ses talents de bateleur et séduisant les militants. Mais il est décidément trop étranger à la culture du parti, qui se méfie de ses « coups » et de sa propension à dire « je ». Et puis Dominique Voynet le soupçonne de vouloir faire une OPA sur les Verts.

« Je ne suis pas un homme de parti », jure-t-il pourtant régulièrement. La preuve ? Il n'a jamais réussi à construire un courant dans ce parti qui en compte pourtant tellement. Il préfère faire des incursions, se réclamant d'une « troisième



Daniel Cohn-Bendit sortant des studios de France 2, dimanche 7 juin. BRUNO LEVY POUR « LE MONDE »

me gauche » jusqu'alors invisible en France, agaçant ses « camarades » avec ses accents « libéral-libertaires » trop ouvertement assumés, affichant son admiration pour Ségolène Royal, elle aussi rebelle à son parti. Et assumant, dès 2000, son attirance pour un François Bayrou qu'il considère alors comme « le plus intelligent des députés européens ».

En 2004, Daniel Cohn-Bendit est élu une nouvelle fois au Parlement européen, en Allemagne cette fois-ci. Rien n'indique qu'il replongerait un jour dans les méandres de l'écologie française. Mais lorsque, en mai 2007, les Verts sortent laminés de l'élection présidentielle, il ne lui faut pas deux mois pour qu'il fasse savoir qu'il a « une disponibilité qui reste à inventer ».

Sans donner de suites immédiates, trop échaudé par les bisbilles internes aux Verts, il attend son heure. Elle vient un an plus tard, lorsque les amis de Noël Mamère l'appellent au secours pour qu'il mène une liste de « rassemblement

des écologistes de Nicolas Hulot à José Bové ». En août 2008, il est accueilli en héros aux Journées d'été des Verts. L'eurodéputé allemand, qui s'en va en repérant que ses amis n'ont plus le monopole de l'écologie, leur promet même « des larmes et des pleurs ». Mais le casting est trop beau : « DCB » flanqué d'Eva Joly, de l'ex-Greenpeace Yan-

nick Jadot, du turbulent noniste José Bové, et de Jean-Paul Besset, le bras droit de Nicolas Hulot...  
**Depuis quarante ans, cet ovni de la scène politique n'a jamais tiré un trait sur le pays qui l'avait jugé indésirable en 1968**

Pourtant, en ce mois de janvier 2009, alors qu'ils présentent leurs listes panachées, les écolos se sentent bien seuls à parler d'Europe. Ils multiplient les petites réu-

nions, tapent à la porte des médias, alertent sur l'« urgence écologiste », même – et surtout disent-ils – en pleine crise économique. Ils sentent que le discours, en période de mobilisations sociales, a du mal à passer. Alerté, « Dany » ne cède pas. Les sondages le donnent à 7 %, lui martèle qu'il vise « 10 % et plus ». Pas question, expliquent ses proches, de coller au discours syndical, ni d'embrayer sur une ligne « anti-Sarko » : il veut expliquer encore que la réponse à la crise n'est pas nationale mais européenne et que la campagne ne doit pas être « un remake de 2007 ». Il assume une campagne faite pour séduire un électoralat de centre gauche.

Et puis, sa petite musique prend. Ses colistiers en jouent, chacun dans son style. Le concert plaît non seulement aux militants mais aussi à un électoralat de plus en plus déboussolé par une gauche éclatée. Cohn-Bendit et ses amis sont alors les seuls à parler des dégâts climatiques et de leurs conséquences. Les têtes de listes agissent comme

autant de locomotives. Telle Eva Joly et son discours bien rodé sur les paradis fiscaux. Ou un Yannick Jadot, tête de liste dans l'Ouest, qui pourfend EDF et sa culture du secret. Mais ils savent que sans « Dany », ils ne seraient pas sur la photo. « Je suis fier d'être avec lui », répète à tous ses meetings un José Bové assagi. « C'est notre chef de cor-dée », glisse l'ex-magistrate, sa nouvelle complice. « Il sait, comme Platini ou Zidane, marquer des buts mais aussi faire des passes décisives », ajoute M. Jadot.

Puis survient l'incident télévisé avec François Bayrou. Daniel Cohn-Bendit s'empare, l'échange dérape et le président du MoDem l'accuse d'« ignominies », faisant directement allusion à des écrits de l'ex-leader de Mai-68 sur la sexualité des enfants, datant de 1975, qui avaient provoqué une violente polémique en 2001. Le lendemain, le député européen calme le jeu, en promettant d'en discuter avec son adversaire. Les électeurs le suivent : l'incident pourrait bien lui

avoir donné un coup de pouce supplémentaire.

Dimanche, les écolos sont devenus la troisième force politique française. Crâneur, « Dany » assure qu'il avait fait quatre paris : faire plus de 10 %, faire mieux que les Verts allemands, finir devant le MoDem, être devant le PS en Ile-de-France. « Je les ai tous gagnés », clame-t-il. « J'en ai fait même un cinquième, devant un tout petit groupe d'amis voici quelques jours : avoir une chance de passer devant le PS au niveau national. » Il n'y est pas parvenu, mais de si peu...

Ses traits sont tirés, le visage creusé de rides et le cheveu toujours aussi en bataille. Mais à 64 ans, l'agitateur, qui se pensait mal-aimé, a gagné. Voici un an, il confiait au Monde qu'il rêvait d'assister à son propre enterrement : « Etre là pour écouter ce que les gens disent, voir ceux qui pleurent. » Dimanche, l'heure du deuil politique a sonné pour d'autres. Lui est bien vivant. ■

Sylvia Zappi

## Le film « Home », agent électoral des écologistes ?

ET SI la principale soirée électorale des européennes avait eu lieu vendredi 5 juin ? Home, le documentaire écologiste réalisé par Yann Arthus-Bertrand, diffusé deux jours avant le scrutin à 20 h 35 sur France 2, a réuni plus de 8 millions de spectateurs en moyenne. Ils étaient encore plus de 3 millions devant l'écran pour suivre le débat sur le thème « Comment sauver la planète ? » organisé dans la foulée.

Depuis quelques jours, France 2 s'inquiétait que l'on puisse lui reprocher cette diffusion. De fait, dès l'annonce des résultats et de la spectaculaire percée du vote écologiste, la polémique s'est

engagée. Premier à s'indigner, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a dénoncé un « film climatiste fait pour soutenir la candidature de M. Bové et de M. Cohn-Bendit ». Une « manipulation », a renchéri sa fille Marine Le Pen.

### « Vote sociétal »

Au siège du MoDem, les militants et les responsables politiques attribuaient eux aussi le « vote sociétal » de dimanche à l'influence de ce plaidoyer écologiste. L'ex-ministre de l'environnement Corinne Lepage, candidate du MoDem, évoquait une possible « arrière-pensée » dans le choix de cette programmation. « Le vote

s'est cristallisé vendredi soir avec la diffusion du film. L'écologie a envahi les esprits et les cœurs », relevait son collègue du MoDem, Bernard Lehideux, député sortant non reconduit.

Chez les Verts, on se félicitait du succès rencontré par le documentaire, en reconnaissant qu'il avait pu donner un « coup de pouce » dans les urnes, tandis que le ministre du budget, Eric Woerth, saluait « un film prise de conscience ».

Interrogé par Lemonde.fr, Yann Arthus-Bertrand a rappelé que la date de diffusion de son film avait été décidée « il y a deux ans ». Home a pu aider « aussi bien l'UMP, qui a un bon ministre de l'en-

vironnement, que les Verts, qui sont mes amis et pour qui je vote depuis René Dumont », a-t-il ajouté.

Si influence il y a eu, France 2 n'est pas la seule responsable. Sorti simultanément le 5 juin dans 126 pays à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, Home a réalisé au moins 40 000 entrées au cinéma pour la seule journée de vendredi. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont également assisté à sa projection sur écran géant sur le Champ-de-Mars à Paris. Sa version en langue française a, depuis, été téléchargée sur YouTube par 1,35 million de personnes. ■

Pascale Robert-Diard

**UNIVERSITÉ PARIS 1**  
PANTHÉON - SORBONNE

**FORMATION CONTINUE ET FORMATION INITIALE**

**Master (M2p) Contentieux des Affaires**

Diplôme d'État

**Objectifs :** Acquérir une spécialisation de haut niveau en contentieux des affaires tout en maintenant ou débutant une activité professionnelle.

**Méthode :** Les cours sont organisés pour des groupes de 20 personnes maximum et animés par des enseignants de sciences juridiques de l'Université Paris 1.

**Admission :**

- Maîtrise ou Master 1 en droit.
- Validation des acquis de l'expérience
- Dossier d'inscription téléchargeable sur notre site

**Responsable pédagogique :** Pr. E. Jeuland

**Contact :** Mme Raouda Krid-Vivien  
rkrid@univ-paris1.fr - Tél. : 01 44 07 86 78

**Lieu de la formation :** Quartier Latin  
Centre d'Education Permanente  
1 rue Thénard 75005 Paris  
<http://formationpermanente.univ-paris1.fr>

**Rythme de la formation**

1,5 jour par semaine  
d'octobre 2009 à juin 2010

## Les résultats en Europe



Allemagne. Au siège du SPD à Berlin, à l'annonce des résultats. Les sociaux-démocrates enregistrent 21 % des suffrages, soit un demi-point de moins qu'en 2004. BERTHOLD STADLER/AFP



Hongrie. Un point presse à Budapest. Le parti d'extrême droite Jobbik récolte 15 % des voix et trois sièges sur les vingt-deux en jeu dans le pays. BELA SZANDELSZKY/AP

# Vague bleue sur le Parlement européen

Incapable d'incarner une alternative dans la crise, la gauche subit une lourde défaite dans la plupart des pays

La crise économique a profité à la droite. C'est le principal paradoxe de cette élection européenne : dans le contexte d'une récession sans précédent et de la mise en procès du libéralisme, on aurait attendu de la gauche qu'elle sache saisir l'opportunité qui lui était donnée de reprendre la main et de faire endosser à ses adversaires, partisans de la dérégulation et du laisser-faire, la responsabilité du marasme.

Elle n'en a rien fait. Le nouveau Parlement européen est emporté par une « vague bleue » de droite semblable à celle qui, en 2004, avait supplanté la « vague rose » de gauche. Les conservateurs qui dirigent déjà une vingtaine de pays devançant nettement leurs adversaires socialistes ou sociaux-démocrates. Les trois gouvernements socialistes survivants de l'Union européenne (UE) subissent une défaite : le Labour britannique est laminé à l'image des déboires subis par le premier ministre Gordon Brown (15,3 %, selon les résultats encore partiels), le parti socialiste de l'Espagnol José Luis Rodríguez Zapatero est battu (de 4 points), celui du Portugais José Sócrates fait face à une déroute inattendue.

Les conservateurs triomphent presque partout. Les unions démocrates chrétiennes (CDU-CSU) du gouvernement d'Angela Merkel arrivent largement en tête.

(37,9 %). Dans les dix pays de l'ancien bloc communistes, entrés dans l'UE en 2004 et 2007, la droite prend la main. La Hongrie en offre l'exemple le plus spectaculaire avec la gifle infligée au Parti socialiste au pouvoir par le Fidesz, le parti conservateur nationaliste de Viktor Orban, qui emporte 56 % des suffrages.

Dans ce paysage sinistré, la Grèce et la Slovaquie sont l'exception

### La défaite des sociaux-démocrates tient à l'habileté de la droite, qui a pris les oripeaux de la gauche en la laissant à court d'arguments

qui confirme la règle. En Grèce, l'opposition du Pasok (parti socialiste grec) a triomphé du gouvernement de Costas Caramanlis, en difficulté depuis le mouvement étudiant de l'hiver. En Slovaquie, le parti SMER du premier ministre, Robert Fico, domine.

La défaite de la gauche tient d'abord à l'habileté des gouvernements de droite, qui ont vite désarmé les reproches contre la dérégulation conduite depuis les années 1990 : dans l'urgence, ils ont dénoncé les paradis fiscaux,

annonce leur volonté de réguler les marchés, nationalisé des banques, fait des plans de relance et augmenté les déficits, bref, pris les oripeaux de la gauche en la laissant à court d'arguments. « Le centre-droit a essayé (...) de trouver des solutions aux problèmes urgents, même si elles n'ont pas toujours été parfaites », dit au Monde Joseph Daul, président du groupe Parti populaire européen (PPE). « Cela nous a permis de mener campagne dans les pays où nous sommes au gouvernement sans être battus. »

La défaite de la gauche tient aussi à elle-même et à sa propre pusillanimité : elle n'a pas su présenter de front uni face à la droite. Une partie des siens, ceux qui étaient au pouvoir, a soutenu pour le reconduire à la tête de la Commission le candidat du groupe conservateur de centre-droit, l'homme du « moins légiférer », le très libéral José Manuel Barroso. De quoi apporter confusion et scepticisme chez des électeurs ne voyant dans la gauche qu'un acolyte de la droite. « Cela aurait permis de rendre le choix politique plus clair », reconnaît, fataliste, dans un entretien au Monde, l'un des candidats non déclarés : Poul Nyrup Rasmussen, président du Parti socialiste européen (PSE).

Le deuxième paradoxe du scrutin est l'abstention massive, globalement en légère progression par rapport à 2004. Rien de surpre-

nant : depuis trente ans que le Parlement européen est élu au suffrage universel, la participation des électeurs n'a cessé de baisser. Le phénomène n'en est pas moins paradoxal : l'institution est ignorée par les électeurs alors même qu'elle est l'instance européenne la plus démocratique, que ses prérogatives s'accroissent et que le traité de Lisbonne, s'il est ratifié, devrait lui conférer davantage de pouvoirs encore. L'abstention chronique gâche l'acquis démocratique du Parlement et risque de miner sa capacité à peser face à la Commission et au Conseil.

Si le rôle du Parlement européen reste confus et si peu visible, les dirigeants politiques en ont

une part de responsabilité. Les campagnes électorales n'ont vraiment eu lieu que dans les pays où était organisé un scrutin local le 7 juin (Royaume-Uni, Italie, Belgique...). Partout, elles ont été mornes et les débats européens supplantés par des controverses strictement nationales. L'élection européenne était vécue comme le premier tour, sans grand enjeu, d'une échéance intérieure plus lointaine : en Allemagne, au Portugal ou en Hongrie.

Les électeurs, qui n'ont pas été indifférents, l'ont parfois exprimé par un vote de rejet catégorique de l'Union européenne. Aux Pays-Bas, au Danemark, en Finlande, en Autriche, en Hongrie, des listes populistes de droite radicalement europho-

bes ont fait des percées atteignant 15 % à 20 % des suffrages. En Italie, la Ligue du nord, antieuropéenne et xénophobe, se porte encore mieux que le Peuple de la liberté de Silvio Berlusconi dont elle est l'alliée. Au Royaume-Uni, terre d'élection de l'europhobie, la déconfiture du Labour a propulsé le groupe de conservateurs désirant rompre avec l'Union européenne : le UKIP est arrivé deuxième. Quant au BNP, parti de l'extrême droite nationaliste, il entre à Strasbourg en emportant deux sièges. ■

Cécile Chambraud et Marion Van Renterghem

Sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)  
L'intégralité des résultats

## « L'Afrique observe et s'inspire de l'UE »

Il est 22 heures, ce dimanche 7 juin d'élections, à Bruxelles, et les premiers résultats officiels tombent. Face au Parlement européen, la place du Luxembourg reste vide : nul militant, encore moins de curieux, pour ces annonces. Sur l'esplanade déserte, les scores des partis européens défilent sur grand écran, en silence. Par contraste, une activité frénétique règne à l'intérieur du bâtiment. Dans les couloirs du Parlement, pas un seul grand média européen ne manque à

l'appel. Baigné d'un halo bleuté, l'Hémicycle s'est transformé en salle de presse. Dans les salles annexes, on scrute les écrans, à l'affût de la statistique susceptible d'éclairer les analyses. Le long des couloirs, dans les halls, les interviews se succèdent sans fin. Pourtant, au sein de l'Union européenne, plus de la moitié des 375 millions d'électeurs ne se sont pas rendus aux urnes. Un petit groupe de visiteurs venu manifester son intérêt pour l'événement fait sensation. Chemise

vert kaki sans manches, les représentants du Parlement panafricain arpentent les couloirs. Marwick Khumalo est l'un d'eux. Venu du Swaziland, ce membre de l'Assemblée africaine dirige le comité chargé des relations avec le Parlement européen. « Nous sommes ici pour partager l'expérience européenne en matière d'élections, mais aussi pour dire aux Européens que l'Afrique les observe et s'inspire de l'UE », affirme M. Marwick. ■ Antoine Le Bozec (à Bruxelles)

## Les écologistes progressent dans la nouvelle Assemblée

Les Verts obtiennent de bons résultats dans certains de leurs bastions

Les Verts avaient 43 sièges dans le Parlement européen sortant. Avec probablement 51 sièges dans la nouvelle Assemblée, ils progressent clairement, mais constituent toujours la quatrième force politique de l'Assemblée de Strasbourg - derrière les conservateurs, les socialistes et les libéraux-démocrates. Seul mouve-

ment politique réellement homogène sur le plan européen, les Verts n'atteignent pas leur rêve de franchir le seuil de 60 députés.

La France, deuxième plus gros pourvoyeur d'élus au Parlement, avec 72 députés, est pour beaucoup dans cette progression, puisque l'alliance écologiste menée par Daniel Cohn-Bendit apportera quatorze sièges aux Verts.

Mais les écologistes restent dans leurs bastions. Peu présents dans les pays récemment entrés dans l'Union, où l'écologie n'est pas encore un thème électoral majeur, on les retrouve surtout en Europe du Nord, exception faite de la Grèce. Là, alors que les écologistes étaient quasi inexistantes (0,67 % en 2004), ils percent à 3,3 % des voix, sans toutefois transformer l'élan prévu par les sondages pendant la campagne électorale.

En Allemagne, fief traditionnel des écologistes, les Verts maintiennent leur position, avec 12,1 %, soit

une très légère progression par rapport à 2004, où ils avaient obtenu 11,9 %. En Suède, le parti écologiste progresse, avec 10,9 % des voix contre 6 % en 2004, au détriment du parti de la gauche, qui recule de moitié, autour de 6 % contre 12,8 % lors de la précédente élection.

Au Luxembourg, on note aussi une légère progression des Verts, à 12,2 % contre 11,6 % en 2004. Au Portugal, les Verts avaient fait alliance avec les communistes et obtiennent 10,65 %. Cette alliance contribue à la victoire très nette de la gauche non socialiste, qui totalise ainsi, avec les 10,7 % de la coalition d'extrême gauche, plus de 21 % des voix.

En Autriche, en revanche, le parti écologiste est en recul, à 9,5 % contre 12,9 % en 2004. C'est d'ailleurs le sixième scrutin d'affilée qui voit les Verts autrichiens s'effriter et perdre cette fois un quart de leur électoral. ■

Raphaëlle Bacqué

## L'extrême droite et les eurosceptiques gagnent du terrain

La Ligue du Nord, en Italie, devrait doubler le nombre de ses députés

Eurosceptiques et partis d'extrême droite font une poussée dans plusieurs pays, ce qui devrait leur permettre de donner de la voix au Parlement européen.

En Autriche, ce sont ainsi les eurosceptiques d'Hans Peter Martin qui remportent 18 % des voix tandis que les deux partis d'extrême droite FPÖ et BZÖ approchent également des 18 %.

Aux Pays-Bas, le parti islamophobe de Geert Wilders arrive en deuxième position avec 17 % des voix, soit 4 sièges sur les 25 réservés aux Néerlandais.

En Belgique, les indépendantistes flamands d'extrême droite du Vlaams Belang remportent deux sièges contre 3 en 2004, sous leur ancien nom de Vlaams Blok.

Le Parti de la Grande Roumanie (PRM, extrême droite) marque son retour sur la scène européenne. Avec l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, en jan-

vier 2007, le PRM avait permis la constitution du groupe d'extrême droite Identité, tradition et souveraineté, dissous en novembre 2007, après le retrait de ses cinq représentants. Cette fois, le président du PRM, Corneliu Vadim Tudor, accusé de xénophobie par ses détracteurs, ainsi que le patron du club de football Steaua Bucarest, Gigi Becali, visé par des enquêtes pour « corruption » et « séquestration de personne » font leur entrée au Parlement.

Au Danemark, le Parti du peuple danois (PPD, extrême droite) gagne deux sièges contre un aux dernières élections et réalise une percée avec 14,8 % des suffrages (8,6 % en 2004).

En Finlande, le parti nationaliste et eurosceptique des Vrais Finlandais réalise un score remarquable. Avec son discours anti-immigrés et anti-Union, il obtient 9,8 % des voix contre 0,5 % en 2004 et rafle ainsi un siège sur les 13 attribués à

la Finlande. Le chef de ce parti populiste, Timo Soini, rassemble 130 400 voix, soit plus que tout autre candidat.

En Hongrie, le parti d'extrême droite Jobbik récolte 15 % des voix et trois sièges sur les 22 en jeu dans le pays. En Slovaquie, les ultranationalistes du SNS, connu pour ses discours xénophobes anti-Hongrois et anti-Roms, obtiennent leur premier siège avec 5,5 % des voix.

En Lituanie, le parti populiste Ordre et Justice obtient 12,55 %, soit deux sièges sur les douze revenant à ce pays balte.

En Italie, la Ligue du Nord, antieuropéenne et anti-immigration mais alliée de Silvio Berlusconi, devrait doubler son nombre de députés, de 4 à 8.

Au Royaume-Uni, le Parti national britannique (BNP) d'extrême droite devrait faire son entrée après avoir gagné un siège aux dépens du Labour, le parti travailliste. - (AFP) ■

**ECRIVAINS**

Les Editions Amalthée recherchent de nouveaux auteurs

Envoyez vos écrits :  
Editions Amalthée  
2 rue Crucy  
44005 Nantes cedex 1  
Tél. 02 40 75 60 78  
[www.editions-amalthee.com](http://www.editions-amalthee.com)

## Les résultats en Europe



Bruxelles. Un écran géant devant le Parlement européen. Le scrutin du 7 juin a creusé l'écart entre le Parti populaire européen (267 sièges) et les socialistes (159 sièges). GERT VANDEN WIJNGAERT/AP



Bruxelles. Dans le Parlement. Poul Nyrup Rasmussen, qui préside le PSE, explique l'affaiblissement des partis socialistes par « une espèce de découragement ». YVES LOGGHE/AP

## Libéraux-démocrates et Verts confortent leur rôle d'arbitres

Avec 267 sièges sur 736, les conservateurs du PPE creusent l'écart avec les socialistes (159)

Bruxelles  
Bureau européen

Le recul de la gauche, et la victoire de la droite aux élections européennes, vont avoir un effet inattendu pour le Parlement européen : les majorités, qui reposent souvent sur l'un ou l'autre de ces deux pivots de la vie politique européenne, pourraient être plus difficiles à dégager. Le scrutin a creusé l'écart entre le principal groupe, le Parti populaire européen (PPE), dont est membre l'UMP, et les socialistes. Le premier devrait disposer de 267 sièges sur un total de 736, contre 159 pour les seconds. En dépit de ses bons scores sur le terrain, le PPE, qui disposait avant le scrutin de 288 eurodéputés sur 785, accuse un léger recul dans l'Hémicycle, en raison de la défection annoncée des conservateurs britanniques et tchèques. Avec ce départ, la formation va en revanche gagner en cohérence, en particulier sur les questions institutionnelles – comme le traité de Lisbonne, la bête noire de David Cameron, le leader des tories britanniques.

Le groupe du Parti socialiste européen (PSE), qui comptait 217 élus, accuse un recul bien plus spectaculaire : pour limiter la cas-

se, il devrait tout faire dans les prochains jours pour attirer à lui les quelque 23 élus du Parti démocrate italien. Ce parti de l'opposition de centre gauche n'a qu'en partie profité des frasques sentimentales de Silvio Berlusconi.

Au centre du jeu, ce sont les libéraux-démocrates, même affaiblis, et les Verts, au contraire renforcés, qui pourraient conforter leur position de partis charnières. Avec 51 membres, les écologistes gagnent 8 sièges.

Les libéraux-démocrates en perdent une vingtaine, pour compter 81 élus (contre 100 auparavant). « Nous devons continuer à représenter le point d'équilibre entre la droite et la gauche », a dit Graham Watson, le président sortant du groupe libéral. Les déboires du MoDem, le départ des démocrates italiens, et la montée en puissance des libéraux allemands et britanniques déplacent vers la droite le centre de gravité du groupe. Clin d'œil au PPE ? L'écu britannique, qui ambitionnait de présider l'Hémicycle avant le scrutin, a appelé dimanche à l'émergence d'une « majorité idéologique ».

Face à ces quatre groupes, qui rassemblent à eux seuls les trois quarts des élus, les formations plus radicales, ou eurosceptiques,

vont continuer à jouer un rôle marginal. Au total, elles confortent leur représentation parlementaire, mais dans des proportions modestes, car la plupart de ces listes ont engrangé des succès dans des pays de taille moyenne, comme les Pays-Bas, ou l'Autriche.

Les règles de constitution des groupes, plus strictes dans le nouveau Parlement, vont de surcroît jouer contre ces élus : il faudra

### Les piètres résultats du PSE pourraient déboucher sur une fronde contre le président du groupe, Martin Schulz

dorénavant 25 eurodéputés originaires d'au moins 7 pays différents pour prétendre constituer un groupe. Contre 20 élus et 6 pays jusqu'ici. Ces critères pourraient entraîner la dissolution de l'Union pour l'Europe des nations, et d'Indépendance et Démocratie. Et compliquer l'émergence d'un nouveau groupe autour des tories britanniques, classés à ce stade parmi les non-inscrits.

Les différentes familles politi-

ques vont maintenant s'atteler à organiser leur groupe parlementaire, en fonction du poids des différentes délégations nationales. Ces tractations donneront une idée de leur orientation, d'ici à la session inaugurale des 13 au 16 juillet, à Strasbourg. Les piètres résultats du PSE pourraient déboucher sur une fronde de ceux qui contestent la ligne suivie par le président du groupe, l'Allemand Martin Schulz, jusqu'ici très soucieux de renouveler les accords techniques qui unissent sa formation au PPE.

Chez les conservateurs, le Français Joseph Daul devrait rester aux manettes du groupe, mais une bataille se profile au sujet de la présidence du Parlement européen.

Le Polonais Jerzy Buzek, et l'Italien Mario Mauro, peuvent prétendre au perchoir. Le premier devrait être soutenu par l'aile libérale du PPE et les ressortissants de la nouvelle Europe, qui verraient dans l'élection de l'ancien premier ministre polonais un symbole, vingt ans après la chute du rideau de fer. Sur une ligne plus sociale, le second a l'inconvénient d'être soutenu par le président du conseil italien Silvio Berlusconi, et d'afficher des convictions plus traditionnelles sur les sujets sociaux. ■

Philippe Ricard

## M. Daul (PPE) : « Notre gestion a joué en notre faveur »

Joseph Daul, vous êtes président du groupe Parti populaire européen (PPE) et tête de liste UMP dans le Grand Est. Comment expliquez-vous les bons résultats des gouvernements de droite, en dépit de la crise ?

Ce qui s'est passé en Europe pendant les crises, que ce soit la lutte contre la récession ou la Géorgie l'été dernier, a joué en notre faveur. Le centre droit a essayé, en particulier pendant la présidence française de l'Union, de trouver des solutions aux problèmes urgents, même si elles n'ont pas toujours été parfaites. Cela nous a permis de mener campagne dans les pays où nous sommes au gouvernement sans être battus. En revanche, les gouvernements socialistes n'ont pas pu se positionner comme des modèles dans la gestion des crises : ça va très mal là où ils sont au pouvoir, en Royaume-Uni ou en Hongrie. Quel impact aura le vote pour la reconduction de M. Barroso à la présidence de la Commission ?

Au niveau du groupe PPE-DE, comme du parti, nous avons toujours soutenu M. Barroso, c'est

très clair. Pour le moment, nous n'avons pas changé de position. Mais très franchement, quand on parle de l'Europe, on est en décalage avec les électeurs, qui ont déjà du mal à connaître les députés européens de leur pays. Quand on leur parle un tel langage, on va beaucoup plus loin que ce que les gens veulent savoir. Les citoyens s'interrogent plutôt sur ce que leur apporte l'Europe. Pendant toute la campagne, j'ai essayé de m'en tenir à des choses très simples, très concrètes, comme telles ou telles mesures sur les ampoules, ou la qualité de l'eau. Ca, c'est l'Europe qui les protège.

La progression des formations eurosceptiques va-t-elle avoir un impact sur l'Hémicycle ?

Si les gens ne vont pas voter, c'est toujours ces partis populistes et extrémistes qui gagnent un peu de terrain. Ce n'est pas le cas en France heureusement, mais dans d'autres pays, la tendance existe. Nous allons voir si nous aurons des groupes plus extrémistes et nous gérerons tout cela en conséquence. On s'adaptera. ■

Propos recueillis par Ph. Ri.

## M. Rasmussen (PSE) : « Trop d'électeurs à la maison »

Poul Nyrup Rasmussen, vous présidez le Parti socialiste européen. Comment expliquez-vous l'affaiblissement des partis socialistes dans les grands pays européens, la France, le Royaume-Uni en particulier ?

En Allemagne, on maintient le nombre de nos sièges. En Grèce, en Slovaquie, en République tchèque, en Irlande et en Scandinavie, on en gagne. Mais il est vrai qu'au Royaume-Uni, en France et en Italie, nous enregistrons des pertes.

Ce qui me préoccupe, c'est qu'il semble que les conservateurs ont davantage réussi à convaincre leurs électeurs d'aller voter. Pour nous, c'est le contraire : trop de nos électeurs sont restés à la maison. J'ai déjà constaté un tel phénomène dans des crises économiques précédentes : l'apathie – c'est-à-dire le sentiment de ne pouvoir rien faire – est la première réaction que vous ressentez quand vous êtes licencié.

C'est une espèce de découragement, qui a sans doute touché d'abord nos électeurs dans le contexte actuel. La faible participation est un sujet de préoccu-

tion, surtout pour nous, puisqu'on n'a pas été assez capables de convaincre nos électeurs d'aller voter.

Vous appeliez avant le vote à constituer une autre majorité pour soutenir un candidat alternatif à la tête de la Commission européenne ; est-ce une idée morte ?

Nous devons analyser les résultats pour savoir quelle sera la répartition des sièges. Il reste des incertitudes.

Ne regrettez-vous pas la stratégie des gouvernements socialistes, ou du SPD allemand, qui a consisté à soutenir la reconduction de M. Barroso, le candidat des conservateurs ?

Je n'ai jamais caché que j'aurais aimé qu'il y ait un autre candidat. Cela aurait aussi permis de rendre le choix politique plus clair. Vous avez besoin de mettre un visage sur vos programmes. Mais l'on sait pourquoi cela n'a pas été le cas. Et c'est comme cela. Il faut voir ce qu'il reste possible de faire. Il est trop tôt pour se prononcer. ■

Propos recueillis par Ph. Ri.

## Commission : M. Barroso se garde de crier victoire

Après le bon résultat du PPE, une délicate procédure de nomination s'ouvre

Bruxelles  
Bureau européen

Une condition nécessaire mais pas suffisante : la large victoire du Parti populaire européen (PPE), dimanche 7 juin, peut favoriser la reconduction de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne. Mais l'intéressé s'est gardé de crier victoire à l'issue du scrutin, car rien n'est encore acquis. « Les forces politiques qui ont travaillé de manière constructive avec la Commission pendant la dernière législature occuperont une majorité prépondérante au prochain Parlement européen », s'est contenté de relever M. Barroso, dont le mandat arrive à terme à la fin de l'année, sans en dire davantage sur ses intentions.

Pour voir sa reconduction approuvée, sous le traité de Nice, actuellement en vigueur, M. Barroso a besoin d'une simple majorité des votants. Celle-ci serait plus facile à rassembler que la majorité absolue des élus prévue par le nouveau traité de Lisbonne. C'est donc le calendrier qui devrait être crucial. M. Barroso lui-même est soucieux d'aller vite, pour, dit-il, donner de la « stabilité » à l'Union européenne dans un contexte de crise économique. Or certains Etats membres, dont la France, doutent du calendrier d'abord esquissé : une nomination dès le conseil européen des 18 et 19 juin et un vote de confirmation lors de la session inaugurale du Parlement, le 15 juillet. Paris entend plutôt donner une « simple indication » lors du prochain conseil européen.

Pour les dirigeants français, il s'agirait de temporiser, pour des raisons avant tout « juridiques », en attendant la ratification du traité de Lisbonne. Au grand dam de M. Barroso, certains trouvent plus judicieux de nommer alors en « paquet » les différentes person-

nalités qui incarneront l'Europe, dont le président de la Commission, le haut représentant pour les affaires extérieures, et le président stable du Conseil. Dans ce cas, la composition de la future Commission ne surviendrait pas avant octobre, quitte à prolonger de quelques mois l'équipe Barroso sortante. Cette position aurait reçu le soutien de l'Allemagne, qui ne sera de toute façon pas en mesure de désigner « son » commissaire à Bruxelles avant ses prochaines élections législatives, en septembre.

### Cohn-Bendit « anti-Barroso »

La très nette victoire du PPE pourrait, dans la pire des hypothèses, compliquer les choses au Parlement. Les conservateurs ne peuvent pas approuver M. Barroso seuls. Les écologistes, l'extrême gauche, une partie des socialistes et des libéraux-démocrates ont fait campagne contre M. Barroso. Auréolé par sa victoire en France, le Vert Daniel Cohn-Bendit a martelé, dimanche soir, son intention de forger une coalition « anti-Barroso » au sein du Parlement. Une initiative que les élus socialistes ébranlés par la défaite de leur parti pourraient saisir au bond. A ce stade, trois premiers ministres socialistes, le Britannique Gordon Brown, l'Espagnol José Luis Zapatero et le Portugais José Socrates, ont apporté leur soutien à M. Barroso.

L'Allemand Martin Schulz, président du groupe socialiste, s'est lui aussi montré conciliant, afin, disent ses détracteurs, de ménager ses chances de devenir commissaire ou président du Parlement. Mais cette attitude n'a pas été du goût d'une partie des candidats en campagne et des nouveaux élus. Soucieux d'en découvrir, ces derniers pourraient refuser de joindre leur voix aux bataillons du PPE pour soutenir son champion. ■

Ph. Ri.

**Bexley.com**

Cousu Goodyear		Paris 1 <sup>e</sup>	Galerie 3 Quartiers	M <sup>o</sup> Madeleine
1 Paire 129 €		Paris 4 <sup>e</sup>	35 boulevard Henri IV	M <sup>o</sup> Bastille
2 Paires 209 €		Paris 7 <sup>e</sup>	39 boulevard Raspail	M <sup>o</sup> Sévres-Babylone
Embauchoirs en Cèdre Rouge		Paris 8 <sup>e</sup>	4 rue Chauveau Lagarde	M <sup>o</sup> Madeleine
2 Paires 39 €		Paris 17 <sup>e</sup>	Palais des Congrès	M <sup>o</sup> Porte Maillot
4 Paires 59 €		Lyon 1 <sup>e</sup>	20 rue Lanterne	M <sup>o</sup> Hôtel de Ville
		Lyon 2 <sup>e</sup>	4 rue Childebert	M <sup>o</sup> Bellecour
		Anancy	7 rue Sommeiller	

Vente sur Internet : [bexley.com](http://bexley.com)

## Les résultats en Europe



Grande-Bretagne. Stratford, dans l'ouest de Londres. Le Labour de Gordon Brown, pris dans le scandale des notes de frais de Westminster, a obtenu 15,3 % des voix. STEFAN ROUSSEAU/REUTERS



Grèce. L'entrée du siège du parti socialiste à Athènes. Le Pasok de George Papandreou devance d'environ deux points les conservateurs au pouvoir, avec 36,2 %. THANASIS DIMOPOULOS/AP

## Les travaillistes britanniques réalisent leur plus mauvais score depuis 1918

Le Labour arrive en troisième position derrière les conservateurs et l'UK Independence Party

Londres  
Correspondante

Toute la journée, dimanche 7 juin, on les a vus à la télévision, entendus à la radio. Les ministres de Gordon Brown ont voulu préparer le terrain : les résultats des élections européennes seraient mauvais. Ils se sont révélés bien pires que prévu. « *Lamentables* », pour reprendre le qualificatif d'Harriet Harman, numéro deux du Parti travailliste.

En dehors de l'Écosse et de l'Irlande du Nord, dont les votes n'avaient pas été totalement dépouillés lundi matin, le Labour a obtenu 15,3 % des voix, le score le plus bas qu'il ait enregistré depuis 1918, tous types d'élections confondus. Il s'est retrouvé dans une troisième position humiliante derrière les conservateurs (28,6 %) et l'UK Independence Party (UKIP, 17,4 %). Et sa faiblesse historique a ouvert les portes du Parlement de Strasbourg au British National Party (BNP) d'extrême droite, qui, avec 6,5 % des voix, gagne deux sièges.

La débâcle travailliste est plus à mettre au compte du recul sans précédent d'un parti usé par douze ans de pouvoir qu'à une réelle performance de ses concurrents. Le Labour a perdu 7 points par rapport aux élections européennes de 2004, où il s'était pourtant déjà illustré par un résultat médiocre. Les conservateurs, eux, n'ont pas réalisé la percée qu'ils espéraient. Avec moins de 30 % des voix et une progression de seulement 1,2 point par rapport à 2004, David Cameron, le leader des Tories, ne peut prétendre au raz-de-marée bleu. Quant à l'UKIP, qui réclame que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne, il remporte autant de voix qu'en 2004.

Abattus, les lieutenants de M. Brown ont tenté d'expliquer qu'il était normal que le parti au pouvoir cristallise les mécontentements. Sans conteste, la récession que connaît le pays, la plus violente depuis la seconde guerre mondiale, n'a pas aidé. Mais d'autres pays, comme la France, l'Allemagne ou l'Italie, traversent aussi une période difficile, et les gouvernements n'ont pas été autant sanctionnés.

**Responsabilité dans la crise**  
Sans doute les électeurs britanniques jugent-ils que leur exécutif a sa part de responsabilité dans la crise. Parce qu'il n'a pas souhaité réguler une finance devenue nourricière pour le pays et à cause des débois-

économiques qui ont suivi. Parce qu'il a encouragé des banquiers intrépides à prendre des risques disproportionnés.

Le Labour a payé le prix fort pour le scandale des notes de frais de Westminster, qui touche pourtant tous les partis représentés au Parlement. Les Britanniques ont, là aussi, jugé que le gouvernement aurait dû réformer le système actuel. D'autant que M. Brown s'est plus illustré ces derniers mois par sa volonté de cacher au public le rythme de vie dispendieux de ses élus que de faire le ménage. Et qu'il s'est montré moins réactif que ses concurrents conservateurs ou libéraux-démocrates, une fois l'affaire portée au grand jour.

### « La révolte des paysans » aura-t-elle la peau de M. Brown ?

Quels députés travaillistes seront encore là après les élections législatives prévues d'ici un an ? Il y a ceux qui auront abandonné la course dans la foulée du scandale des notes de frais de Westminster. Ceux qui, abasourdis par le dénigrement général de leur profession, auront préféré prendre leur retraite.

Et puis les autres, qui tenteront de sauver leurs sièges. Et, aujourd'hui, ceux-là sont terriblement inquiets. Ils savaient leur avenir parlementaire compromis, les sondages ne leur étant plus favorables depuis de longs mois. Mais les résultats du Labour aux élections locales et européennes qui se sont tenues jeudi 4 juin ont été pires que prévus.

Dans ce contexte, certains pen-

sent que leur salut passe par le départ de Gordon Brown. Et par le choix, pour le Labour, d'un nouveau candidat, qui leur garantira une débâcle moins cuisante. C'est ce que Downing Street appelle, avec un certain mépris, la « *révolte des paysans* », celle dont tout le monde se moque. Sauf que la « *révolte des paysans* », si elle devait aller à son terme, pourrait contraindre le premier ministre à se retirer. Et que celui-ci semble désormais prêt à faire des concessions pour les calmer, et notamment à reporter la privatisation de Royal Mail.

La réunion hebdomadaire du groupe travailliste à Westminster, à laquelle devait assister M. Brown, lundi 8 juin au soir, permettra d'y voir plus clair. Si « les

La révélation des abus des parlementaires a profité aux « petits partis », qui ne sont pas représentés à Westminster. C'est le cas de l'UKIP, du BNP, mais aussi des Greens, qui ont récupéré 8,7 % des voix, soit 2,5 points de plus qu'en 2004.

Ce sont donc d'abord des questions nationales qui ont fait ces élections. Mais, dans un pays largement eurosceptique, rares sont ceux qui s'aventurent sur le terrain des vertus de l'Europe. Seuls les libéraux-démocrates l'osent, ce qui leur vaut généralement de réaliser des scores inférieurs à ce qu'ils obtiennent lors de scrutins domestiques : cette fois-ci, ils sont arrivés quatrième, avec 13,9 % des voix. ■

Virginie Malinque

## Les conservateurs espagnols devançant le PSOE

Pour le Parti populaire, le vote traduit une « volonté de changement »

Madrid  
Correspondant

En concédant une défaite avec moins de quatre points d'écart sur le Parti populaire (PP, droite), le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a obtenu « un résultat raisonnablement positif », selon sa porte-parole, Leire Pajin. Celle-ci a souligné qu'en obtenant 38,51 % des voix, contre 42,2 % au parti conservateur, les socialistes espagnols réalisaient quand même le « meilleur résultat de tous les partis socialistes européens ».

La consolation est mince, puisque José Luis Rodríguez Zapatero enregistre sa première défaite à des élections nationales depuis son arrivée au pouvoir en 2004. Toutefois, les premières déclarations des responsables du PSOE traduisent un soulagement certain ; le parti au pouvoir pouvait craindre de payer encore plus cher la facture de la crise économique.

Un an après avoir été reconduit à la tête du gouvernement, lors des législatives de mars 2008, M. Zapatero doit faire face à une crise économique encore plus marquée en Espagne qu'ailleurs, avec un taux de chômage ayant dépassé 17 % au premier trimestre. Accusé d'avoir sous-estimé l'ampleur de la récession et tardé à réagir, le chef de l'exécutif a tenté de redonner une impulsion à son action par un remaniement ministériel courant avril, puis en annonçant une nouvelle série de mesures anticrise au début de la campagne électorale.

M. Zapatero s'est beaucoup investi à l'approche du scrutin, par-

ticipant à de nombreux rassemblements. En cas de revers trop net, il pouvait craindre des tentatives de déstabilisation, alors qu'il ne dispose pas de majorité absolue au Parlement. La défaite honorable du PSOE lui fait espérer quelques mois de stabilité pour négocier, dès la rentrée, avec les petits partis charnières, ainsi qu'avec les communautés autonomes, la prochaine loi de finances, et pour préparer la future présidence espagnole de l'Union européenne, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### « Zapatero démission »

A droite, le succès électoral, assez étroit en termes de sièges (23 contre 21), mais plus confortable en voix (près de 600 000 d'avance sur le PSOE), n'est pas à la hauteur des projections les plus optimistes. Toutefois, pour la tête de liste conservatrice, Jaime Mayor Oreja, « une nouvelle majorité a exprimé sa volonté de changement ». Devant des militants scandant « *Zapatero démission* », le président du PP, Mariano Rajoy, a promis que le parti gagnerait « *bientôt* » les élections, sans demander formellement des législatives anticipées. Candidat malheureux face à M. Zapatero en 2004 et en 2008, M. Rajoy avait besoin de ce succès pour préserver son leadership, contesté par l'aile conservatrice du parti.

Pour les observateurs, les abstentionnistes (54 % contre 54,86 % en 2004) auraient davantage sanctionné le PSOE que le PP, pourtant aux prises avec plusieurs affaires de corruption présumée et d'espionnage politique. ■

Jean-Jacques Bozonnet

## En Belgique, régionales et européennes confirment la fracture communautaire

Les Flamands ont voté majoritairement à droite. Les Wallons ont maintenu le Parti socialiste à la première place, à la surprise générale

Bruxelles  
Correspondant

Les élections régionales, couplées au scrutin européen en Belgique, ont confirmé les très nettes divergences entre le nord et le sud du royaume. Les Flamands ont voté majoritairement à droite, notamment pour des partis autonomistes ou indépendantistes, tandis que, à la surprise générale, les Wallons ont maintenu le Parti socialiste à la première place dans leur région.

Le PS, victime d'une série de scandales, a limité les pertes, et reste, de loin, la première formation dans la partie francophone du

royaume. Il obtient plus de 30 % en Wallonie. Le parti du président Elio Di Rupo devra toutefois négocier avec les écologistes. Auteurs d'une performance retentissante, ces derniers ont fait plus que doubler leur score, atteignant 20 % à Bruxelles et 18 % en Wallonie. Désireux de monnayer leur éventuelle alliance avec les socialistes et les centristes, les Verts entendent négocier un programme précis.

Echaudés par leur première participation au pouvoir, ils veulent, ont-ils indiqué, prendre du temps et inscrire leurs préoccupations, notamment environnementales, dans un texte. Ils savent qu'ils sont aussi courtisés par les libéraux, qui veulent chasser le PS du pouvoir.

La situation est également complexe en Flandre. Si les chrétiens démocrates restent le premier parti de la région, avec quelque 23 %, ils devront former une coalition avec deux autres partis. Mais leurs partenaires actuels, libéraux et socialistes, essuient des reculs importants. Au point que les présidents de ces partis ont annoncé leur départ, ce qui obligera l'ancien premier ministre Guy Verhofstadt à reprendre temporairement les rênes de l'Open VLD (libéral).

Le paysage flamand a glissé nettement à droite : alors que la gauche (socialistes et écologistes réunis) y dépasse à peine 20 %, les partis protestataires de droite (auto-

nomistes, populistes et extrême droite séparatiste) réalisent ensemble plus de 36 %. Le dirigeant de l'un de ces partis, Bart De Wever, président de la Nouvelle alliance flamande (NVA), a été invité, le 7 juin au soir, à analyser la

### M. Juncker veut rester à la tête de l'Eurogroupe

Les Luxembourgeois étaient aussi appelés à voter pour les élections législatives, dimanche 7 juin. Jean-Claude Juncker, premier ministre depuis quatorze ans, a assuré un nouveau triomphe à son Parti populaire chrétien-social, le CSV, qui progresse en remportant 38,1 % des suffrages et 26 sièges sur 60 (+ 2). Ses

partenaires socialistes obtiennent 21,3 % des voix (13 sièges, - 1). Parfois critiqué dans son pays pour avoir cédé trop vite aux grands pays européens sur la question du secret bancaire, M. Juncker entendrait lâcher son portefeuille de ministre des finances, tout en conservant la présidence de l'Eurogroupe.

situation de la Wallonie à la télévision francophone RTBF. « *Je ne veux pas me prononcer sur une situation étrangère* », a-t-il indiqué, évoquant « *une Belgique en faillite* » et le fait que les francophones vidaient les caisses de l'Etat, ali-

mentées par les Flamands. Mais la NVA, qui a drainé quelque 14 %, devrait entrer dans le prochain gouvernement régional et participer à une négociation institutionnelle de plus en plus inévitable.

« *Je crains qu'une nouvelle poussée de fièvre ne vienne compliquer la souffrance du malade* », dit Francis Delperce, un sénateur centriste francophone. « *Les résultats flamands sont inquiétants* », commente Marcel Cheron, député écologiste. « *La montée du courant conservateur, nationaliste, séparatiste n'augure rien de bon* », prophétise Olivier Maingain, président du Front démocratique des francophones. ■

Jean-Pierre Stroobants

Les résultats en Europe



Espagne. Au siège du Parti socialiste espagnol à Madrid. Le PSOE a obtenu 38,51 % des voix, contre 42,2 % au Parti populaire. PIERRE-PHILIPPE MARCOU/AFP



Allemagne. Dans un bureau de vote à Berlin. Les unions chrétiennes CDU-CSU restent, avec 37,9 % des suffrages, la première force politique du pays. F. BENSCH/REUTERS

# Angela Merkel encouragée par la victoire de la CDU

Défaite sans appel des sociaux-démocrates à moins de quatre mois des législatives

Berlin  
Correspondante

Angela Merkel peut être soulagée. À l'aune du résultat obtenu par son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), et sa petite sœur bavaroise, l'Union chrétienne-sociale (CSU), aux élections européennes du dimanche 7 juin, les législatives du 27 septembre s'annoncent plutôt favorables pour la chancelière allemande.

Malgré une chute de plus de six points par rapport à 2004, les unions chrétiennes CDU-CSU restent, avec 37,9 % des suffrages, la première force politique du pays. Elles devançant très largement leur partenaire au gouvernement, le Parti social-démocrate (SPD), qui recueille avec 20,8 % des voix, son plus mauvais score à une élection européenne.

Les grands vainqueurs du scrutin en Allemagne sont les libéraux (FDP), qui réalisent leur meilleure performance à une élection européenne

Ce fiasco est d'autant plus surprenant que la majorité des observateurs prédisaient une progression du SPD par rapport à 2004. À l'époque, les électeurs avaient durement sanctionné le gouvernement du social-démocrate Gerhard Schröder pour ses réformes du marché du travail. Depuis, les sociaux-démocrates ont corrigé certaines mesures de l'ère Schröder, et ils ont tenté de renforcer leur profil social. Aussi, le résultat de dimanche laisse les responsables du SPD sans voix. Avec un tel score aux législatives, le SPD ne pourrait même pas espérer s'allier avec les Verts, qui ont pourtant amélioré leur prestation de 2004, en rassemblant 12,1 % des voix.

En ces temps de récession où faillites et plans sociaux se multiplient, les Allemands semblent accorder davantage leur confiance à la droite conservatrice ou libérale qu'à la social-démocratie. Les efforts des sociaux-démocrates, en particulier de leur candidat à la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier, ministre des affaires étrangères, pour défendre le salaire minimum ou les milliers d'emplois menacés par la crise, n'ont pas porté leurs fruits. Ces dernières semaines, le challenger d'Angela Merkel

a réclamé à plusieurs reprises des aides publiques en faveur de grandes entreprises en difficulté, notamment pour le constructeur automobile Opel. Face à l'échec patent de cette stratégie, M. Steinmeier est resté de marbre : « J'aurais souhaité autre chose », a-t-il sobriement déclaré après l'annonce des résultats. C'est pourtant un bien mauvais présage pour celui qui voudrait devenir le prochain chancelier social-démocrate.

Au quartier général de la CDU, l'atmosphère est tout autre. Les responsables se félicitent du résultat obtenu, et se prennent à rêver d'une coalition avec les libéraux du FDP après les élections de septembre. Les chrétiens-démocrates enregistrent pourtant un net recul (-5,9 %) par rapport à 2004. Mais, à l'époque, la droite chrétienne était dans l'opposition, et avait bénéficié d'un vote sanction contre le gouvernement Schröder, à 36,5 % des voix. Il était donc improbable qu'elle renouvelle sa prestation en 2009.

Aussi, après la bonne performance de la CDU aux élections régionales de Hesse en janvier et la réélection le 23 mai du président de la République Horst Köhler, les conservateurs voient dans le scrutin du 7 juin un pas supplémentaire vers une victoire en septembre. En tout cas, ils considèrent qu'il est de leur droit de nommer le prochain commissaire européen de l'Allemagne.

Mais les grands vainqueurs de ce scrutin sont les libéraux (FDP), qui réalisent leur meilleure performance à une élection européenne (11 %). Pour ce parti qui a le vent en poupe depuis plusieurs mois et qui est crédité de 12 % à 15 % d'intentions de vote pour les législatives, l'issue du scrutin européen augmente les chances d'un retour au gouvernement, de préférence dans une coalition avec la CDU-CSU.

Pourtant, rien n'est joué. Même si l'issue du scrutin du 7 juin devait se répéter le 27 septembre, il n'est pas sûr qu'elle permette aux unions chrétiennes de former un gouvernement avec le FDP. De plus, le SPD a parfois des ressources surprenantes. Lors des précédentes législatives de 2005, il était parvenu dans les dernières semaines de la campagne électorale à combler une partie de l'écart qui le séparait de sa rivale chrétienne-démocrate. Enfin, la faible participation à l'élection européenne du 7 juin (43,3 %) fausse une partie des données, l'abstention étant traditionnellement moins forte pour une élection nationale. ■

Cécile Calla

République tchèque

## Vaclav Klaus a finalement voté

L'euro-sceptique président tchèque, Vaclav Klaus, a finalement voté, samedi 6 juin, aux élections européennes, après avoir déclaré auparavant à Paris que ce scrutin n'était « pas nécessaire ». Ces propos avaient provoqué une réaction indignée du ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui y avait vu une « entreprise de démolition ». - (AFP) ■

Paparazzi

## M. Topolaneck reconnaît qu'il figure sur les photos de la villa de M. Berlusconi

L'ancien premier ministre tchèque, Mirek Topolaneck, a assuré, vendredi 5 juin, que c'est bien lui qui figure sur une photographie publiée par le quotidien espagnol *El País* et qui montre un homme nu dans la villa sarde de Silvio Berlusconi. M. Topolaneck a toutefois précisé que cette photo « a été modifiée, cette image n'est pas authentique ». « C'est une interférence absolue dans ma vie privée », a-t-il ajouté. - (AFP)

# Participez à l'augmentation de capital de Danone

## Une des entreprises les plus dynamiques de l'industrie alimentaire

**ATTENTION: J-4**



Danone est un acteur majeur du secteur agro-alimentaire mondial, avec un chiffre d'affaires de 15,2 milliards d'euros et un résultat opérationnel de 2,2 milliards d'euros en 2008.

Depuis la prise de contrôle de Numico en octobre 2007, le Groupe opère sur quatre marchés correspondant à ses quatre pôles d'activité : les Produits Laitiers Frais, les Eaux, la Nutrition Infantile et la Nutrition Médicale.

Danone vous propose de participer à son **augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription.**

Prix de souscription : **24,73 euros**  
Période de souscription : **du 1<sup>er</sup> juin au 12 juin 2009 inclus**  
à raison  
**de 4 actions nouvelles pour 17 actions existantes**

Renseignez-vous auprès de votre agence bancaire ou de votre intermédiaire financier.

Relations actionnaires **N° Vert 0800 320 323**

[www.danone.com](http://www.danone.com)



**DANONE**

Un prospectus ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le visa n° 09-165 en date du 28 mai 2009 est disponible sans frais sur les sites Internet de Danone à l'adresse [www.danone.com](http://www.danone.com) et de l'AMF à l'adresse [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org), ainsi que sur demande auprès de Danone et des banques chefs de file. Le prospectus est constitué du Document de Référence 2008 de Danone (déposé auprès de l'AMF le 20 mars 2009 sous le numéro D.09-0143, incorporé par référence), de l'actualisation de ce Document de Référence déposée auprès de l'AMF le 28 mai 2009 sous le numéro D.09-0143-A01 et d'une note d'opération (incluant un résumé du prospectus). Danone attire l'attention des investisseurs sur les sections relatives aux facteurs de risque figurant dans le prospectus.

Crédit photo : T. Grill / Iconica



Italie. Dans un bureau de vote à Milan. Avec 35 % des voix, Silvio Berlusconi ne peut que constater les dégâts provoqués par l'affaire « Noemi Letizia ». GIUSEPPE CACACE/AFP



Suède. Le QG du Parti des pirates à Stockholm. Avec 7,4 % des voix, le parti de Rick Falkvinge, qui veut légaliser le partage de fichiers sur Internet, va faire son entrée au PE. F. PERSSON/REUTERS

## Les « nouveaux » de l'Est oscillent entre morosité et populisme

Comme ceux de la « Vieille Europe », les citoyens de l'ancien bloc communiste ont peu voté

C'est la deuxième fois que les « nouveaux » participent aux élections européennes. Les dix pays de l'ancien bloc communiste, entrés dans l'Union européenne (UE) en 2004 – en 2007 pour la Roumanie et la Bulgarie –, ont acquis l'expérience d'une législature au Parlement de Bruxelles. Ce n'est que la deuxième fois et déjà ils sont de vieux Européens : aussi moroses et peu intéressés par le scrutin que leurs voisins de l'Ouest, aussi unanimement portés vers la droite conservatrice et/ou libérale, tentés comme certains par les petits partis de l'extrême droite nationaliste et xénophobe.

L'abstention, déjà notable en 2004, atteint des scores encore plus alarmants. Bizarrement, ce sont ceux que l'Europe rend les plus heureux, les Polonais, qui en détiennent l'un des records : la participation est de 27 % en Pologne, de 28 % en République tchèque, de 36 % en Hongrie, estimée à 14 % en Slovaquie. Vingt ans presque jour pour jour après leurs premières élections libres, les Polonais ne sont toujours pas motivés pour participer à une élection.

Ils se disent, selon les sondages, majoritairement satisfaits de leur entrée dans l'UE et confiants dans ses institutions. Les Slováques et les Slováques se félicitent de leur récente adoption de l'euro, protecteur dans la crise. Pour ces pays, l'adhésion à l'Europe a contribué à des taux de croissance spectaculaires, et les fonds structurels sont des amortisseurs considérables

dans la crise. Qu'ils soient euroenthousiastes comme les Polonais, plus eurosceptiques comme les Hongrois – désenchantés par leurs difficultés intérieures –, ou qu'ils subissent, comme les Tchèques, les diatribes europhobes de leur président, Vaclav Klaus, les citoyens de ces pays ne se sont pas déplacés aux urnes.

Ils trouvent l'UE trop éloignée des préoccupations nationales et rejettent sur elle la responsabilité du marasme. Mais, selon le politologue Jacques Rupnik, « l'abstention est moins un signe d'eurosepticisme que de normalisation. Dix ans après, l'Europe est un acquis : ils s'en réjouissent mais doutent de leur capacité d'action sur elle ».

Le deuxième phénomène de l'élection européenne est commun aux pays de la « vieille Europe » : l'écrasante victoire de la droite. En Pologne, le parti libéral Plateforme civique (PO), du premier ministre Donald Tusk, a doublé son score de 2004 avec, selon les estimations, un soutien de 45 % des électeurs. Le parti conservateur Droit et Justice (PiS) des frères Kaczynski arrive en deuxième position (29,5 %), loin devant la coalition de l'Alliance des gauches démocratiques (SLD, 12 %).

En Hongrie, le Parti nationaliste de Viktor Orban, le Fidesz, triomphe avec 56 % et gagne deux sièges par rapport à 2004, quand le Parti socialiste de l'ancien premier ministre Ferenc Gyurcsany, avec 17 %, en perd cinq. En Bulgarie, le parti de droite GERB, du maire de Sofia

Boiko Borissov, l'emporte avec 26 % devant les socialistes au pouvoir dans une coalition de centre-gauche (19,5 %). En République tchèque, l'ODS, le parti conservateur de l'ancien premier ministre Mirek Topolánek, devance les sociaux-démocrates (31 % contre 22 %).

Quelques exceptions : en Slovaquie, le parti de gauche SMER, du premier ministre slovaque Robert Fico, domine. En Roumanie, la gauche social-démocrate (PSD) et la droite démocrate-libérale (PDL) sont à égalité selon les sondages. Essentiellement centrées sur

**La participation est de 27 % en Pologne, de 28 % en République tchèque, de 36 % en Hongrie et estimée à 14 % en Slovaquie**

les enjeux nationaux, les campagnes électorales ont été vécues comme un tour de chauffe d'élections à venir. Un phénomène général en Europe, mais « plus prononcé dans les petites nations de l'Est, note Jacques Rupnik, plus désireuses de reconnaissance ». Ici plus qu'ailleurs, la crise économique a fait oublier les bénéfices apportés par l'Europe et progresser l'idée populiste d'une nécessaire « défense de la nation ».

La droite gagne, parce qu'elle ratisse large, du centre aux extrêmes. En Hongrie, M. Orban dénon-

ce les restrictions budgétaires du Parti socialiste au pouvoir et séduit les nationalistes en faisant des élections européennes l'occasion de réunir tous « les Hongrois des Carpates ». En Pologne, le PO de M. Tusk, qui rassemble anciens communistes et catholiques nationalistes, teinte son credo libéral de souci social et de conservatisme moral, tout en profitant d'une situation nationale relativement épargnée par la crise. Le PiS des jumeaux Kaczynski mise sur la vague eurosceptique en s'alliant avec les conservateurs britanniques et l'ODS tchèque pour créer un nouveau groupe conservateur européen au Parlement.

La stratégie de « synthèse » des grands partis de droite n'a pas toujours évité la poussée de l'extrême droite, déjà présente en 2004. Ce n'est pas le cas en Pologne, où l'ultracatholique et nationaliste Ligue des familles a rejoint le PiS des jumeaux Kaczynski. Mais, en Slovaquie, le parti nationaliste SNS, antihongrois et antirom, a remporté son premier siège.

En Roumanie, le Parti de la Grande Roumanie (PRM) est crédité de 7 % des voix et reviendrait au Parlement après son échec de 2007. En Bulgarie, le parti nationaliste Ataka a obtenu entre 10 % et 12 % des votes. En Hongrie, surtout, les élections sont marquées par la victoire d'un nouveau parti nationaliste, antisémite et antirom, le Jobbik, qui remporte 15 % des voix et trois sièges au Parlement. ■

Marion Van Renterghem

## Victoire au goût de demi-défaite pour M. Berlusconi

La Ligue du Nord et l'Italie des valeurs de l'ancien juge Di Pietro sortent renforcés

Rome  
Correspondant

Quelle que soit la manière dont il l'analyse, la victoire étonnante du Peuple de la liberté (PDL, centre droit) a des allures de demi-défaite pour Silvio Berlusconi, tête de liste dans toutes les circonscriptions.

Son parti, né de la fusion entre Forza Italia et Alliance nationale, est loin du score annoncé de 43 % à 45 % des suffrages. Avec 35 % des voix, dans un contexte de participation plus faible qu'à l'ordinaire en Italie (66,5 % contre 73,5 % au scrutin de 2004), le chef du gouvernement ne peut que constater les dégâts provoqués par « l'affaire Noemi Letizia » dans son électorat.

La participation de M. Berlusconi à l'anniversaire de cette jeune Napolitaine de 18 ans a affaibli, quoi qu'il en dise, le premier ministre. Tout comme l'enquête ouverte contre lui pour l'utilisation abusive présumée de vols gouvernementaux, ou la condamnation de son ancien avocat britannique pour corruption. « Un coup d'arrêt pour Berlusconi », titrait ainsi le quotidien économique *Il Sole* lundi 8 juin.

S'il est encore trop tôt pour calculer le poids de la désaffection de l'électorat catholique dans le score de M. Berlusconi (en baisse de 2 % par rapport aux élections législatives de 2008), il semble que l'abstention, plus forte dans le sud du pays ainsi que dans les îles (Sardaigne et Sicile), ait touché en premier lieu son électorat. Fief traditionnel du parti post-fasciste Alliance nationale, l'Italie méridionale a boudé M. Berlusconi. « Il a fait campagne pour la Ligue et pour le Nord », s'est plaint le ministre de la défense, Ignazio La Russa, qui, avec d'autres ex-membres d'Alliance nationale, commencent à souligner les « erreurs » du premier ministre.

Dans ces conditions, la défaite du Parti démocrate, en chute de 7 points par rapport à 2008, est une « divine surprise » pour ses dirigeants, dont Dario Franceschini. « Le PD n'a pas coulé », s'est enthousiasmé le secrétaire général nommé en catastrophe cet hiver après une série de défaites et de tensions qui ont conduit à la démission de Walter Veltroni.

Affaibli, le centre droit comme le centre gauche se retrouvent désormais flanqués de deux partis aux appétits grandissants. Alliés d'autant plus encombrants qu'ils sont forts, la Ligue du Nord et l'Ita-

lie des valeurs de l'ancien juge Antonio Di Pietro vont compliquer la vie de leurs partenaires.

Le parti populiste et xénophobe, qui a imposé au président du conseil une politique sécuritaire, a conduit une campagne tout entière tournée sur les questions de l'immigration, tout en affichant une solidarité de façade avec M. Berlusconi. La Ligue double son score par rapport à 2004. « Les électeurs ont primé notre cohérence », commente son leader, Umberto Bossi. Opposée à l'entrée de la Turquie alors que M. Berlusconi est pour, la Ligue pourrait devenir le premier parti en Vénétie et prétendre gouverner la région. Les politologues pronostiquent des tensions avec le PDL dans l'optique des élections régionales de 2010.

La plus forte progression est à mettre au compte de l'Italie des valeurs. Le parti qui a fait de la légalité son fil à plomb a profité à plein des difficultés privées et publiques de M. Berlusconi : il double son score par rapport aux législatives et le multiplie par quatre par

**Noemi Letizia, portant lunettes de soleil et ongles laqués, s'est présentée au bureau de vote de Portici (Campanie)**

rapport aux européennes de 2004. « Nous ne sommes plus le vilain petit canard », s'est réjoui M. Di Pietro. Il entend transformer désormais son mouvement en véritable parti et se poser en alternative à la droite et non plus en allié automatique du centre gauche.

Ce scrutin apparaît aussi comme un échec pour la bipolarisation de la vie politique voulue par le centre droit et le centre gauche. Le parti centriste de Ferdinando Casini se maintient autour de 6,5 % : une position idéale pour exister et peser dans les futures alliances. Si elles n'obtiennent aucun élu, les listes d'extrême gauche totalisent près de 10 % des suffrages.

Dimanche, une jeune fille blonde, portant des lunettes de soleil, s'est présentée au bureau de vote de Portici (Campanie), contraignant le président du bureau de vote à fermer temporairement les lieux devant l'afflux des photographes et les contestations des électeurs. Noemi Letizia a voté pour la première fois. ■

Philippe Ridet

## Les Baltes plus occupés par la crise que par l'Europe

Le vote en faveur des partis protestataires prospère en Estonie et en Lettonie

Stockholm  
Correspondance

Cinq ans après leur entrée dans l'Union européenne (UE), les trois pays baltes sont à bout de souffle, se débattant avec l'énergie du désespoir contre les rumeurs de tous bords qui veulent les voir dévaluer leurs monnaies, quitte à asphyxier leurs populations. Car celles-ci, endettées en euros, seraient alors dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts.

Durant la campagne électorale, on a très peu parlé d'Europe, ou alors pour voir comment défendrait ses intérêts économiques à Bruxelles. L'Union européenne, que ces trois anciennes Républiques soviétiques ont si éperdument souhaité rejoindre, a indirectement causé leur crise actuelle, antérieure à la débâcle financière mondiale. Le boom phénoménal du crédit,

qui a accompagné les espoirs que faisait naître l'adhésion à l'UE, alimenté par un secteur bancaire jusqu'au-boutiste – notamment les banques nordiques –, a accéléré la crise des pays baltes lorsque la surchauffe de l'économie a poussé les banques à couper les crédits. Depuis, c'est la chute abyssale. Des croissances à deux chiffres ont laissé la place à des décroissances à deux chiffres.

L'Estonie est en pleine crise politique. La coalition gouvernementale est bancal et minoritaire depuis le départ des sociaux-démocrates qui ne voulaient pas valider de nouvelles coupes budgétaires. La Lettonie, dont le premier ministre précédent a été renversé pour les mêmes raisons, tente de survivre avec l'aide de la communauté internationale. Les échéances pour le remboursement du prêt de 7,5 milliards d'euros qui lui a été consenti

risquent d'être difficiles à tenir compte tenu du niveau de son déficit budgétaire. Il pourrait atteindre 9 %, très au-dessus des 5 % autorisés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne. Pourtant, les salaires des enseignants vont baisser de 20 % à la rentrée scolaire et des écoles et des hôpitaux seront fermés durant l'été.

**La victoire des anciens**

La Lituanie, qui est actuellement celui des pays baltes qui a le moins à se plaindre, voit son chômage continuer à croître (11,5 %). La contraction de son économie est plus rude que prévu : -13,6 % au premier trimestre par rapport à 2008. C'est donc logiquement en Lituanie que le gouvernement en place est le moins sanctionné.

En Estonie et en Lettonie en revanche, le vote protestataire

prospère. La victoire étonnante d'Indrek Tarand, candidat indépendant, en est l'illustration. Directeur du Musée estonien de la guerre, il a rassemblé le vote protestataire et a obtenu le deuxième meilleur score du pays.

En Lettonie, c'est la victoire des anciens, comme Alfred Kubics, l'ancien patron du Parti communiste letton, opposé à l'indépendance. Jugeant que tout était mieux au temps de l'ex-URSS, M. Kubics rend les partis actuels responsables de la crise.

Pour la plupart des pays baltes, l'UE demeure pourtant la seule alternative plausible. Le plus souvent, les sursauts protestataires expriment un ras-le-bol contre des hommes politiques qui sont accusés de penser davantage à leurs propres intérêts qu'à ceux de leur pays. ■

Olivier Truc

## Les résultats en France



Europe Ecologie : 16,28 %. L'ancienne magistrate Eva Joly, colistière de Daniel Cohn-Bendit en Ile-de-France, au café La Bellevilloise, à Paris, dimanche. MICHAEL ZUMSTEIN/CEIL PUBLIC POUR « LE MONDE »



MoDem : 8,45 %. « Le résultat d'aujourd'hui est une déception », a affirmé François Bayrou lors de son intervention télévisée. En 2004, l'UDF avait frôlé les 12 %. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »

# L'effet boomerang de l'antisarkozysme

Le PS et le MoDem, qui avaient fait campagne sur le vote sanction, subissent une lourde défaite

Un séisme. Le mot n'est pas trop fort pour décrire les bouleversements qui se sont produits, dimanche 7 juin, sur la scène politique française. Réputé pour sa brutalité, le scrutin européen, qui se déroule à la proportionnelle à un tour, a fait deux grandes victimes : le PS, qui tombe à 16,48 % des suffrages exprimés, et le MoDem, qui n'en obtient que 8,45 %.

Mais, une fois n'est pas coutume, il a aussi consacré deux vainqueurs, l'UMP, qui arrive en tête avec 27,87 %, et Europe Ecologie, qui fait pratiquement jeu égal avec le PS à 16,28 %. Deux ans après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, ces résultats appellent une série de questions qui vont structurer toute la suite du quinquennat.

**Quelle est la réalité de l'antisarkozysme ?** Hormis celles de l'UMP, les listes qui concouraient avaient comme point commun l'opposition au chef de l'Etat. Or, le parti présidentiel arrive largement en tête, ce qui ne s'était pas produit depuis 1979. Dispersés, mal structurés, les opposants au président de la République ne par-

viennent pas à peser, alors même que le scrutin comportait une dimension de vote sanction.

Autre fait troublant : les deux partis qui avaient démarré la campagne sur une opposition frontale au chef de l'Etat boivent le bouillon : le PS accuse un retard de plus de onze points sur l'UMP, et le MoDem, qui voulait être la surprise de ce scrutin, est en recul de 3,4 % par rapport à son score de 1994. L'un et l'autre ont commis l'erreur de se tromper d'élection, de négliger la dimension européenne du scrutin, d'oublier d'être une force de propositions. Ils se sont noyés dans leur antisarkozysme, offrant, par contrecoup, au président de la République l'opportunité d'accélérer les réformes sans renoncer à l'ouverture.

**Le Parti socialiste est-il en bout de course ?** Depuis 2002, le principal parti d'opposition ne parvient pas à se reconstruire. Le ministre de la relance Patrick Devedjian n'a pas manqué de le souligner en comparant le score enregistré dimanche par le PS à celui de Lionel Jospin le 16 avril 2002.

Absence de leadership, de projet, d'alliés, les maux dont souffre

### LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES EN FRANCE

Inscrits	44 282 679	Blancs ou nuls	4,34 %
Votants	18 000 454	Abstention	59,35 %
Exprimés	17 218 974	Participation	40,65 %
Suffrages exprimés (%)			
<b>Total droite</b>	<b>34,61 %</b>	<b>MoDem</b>	<b>8,45 %</b>
dont UMP	27,87 %	<b>Extrême gauche</b>	<b>6,10 %</b>
Libertas (MPF, CPNT)	4,80 %	NPA	4,88 %
<b>Total gauche</b>	<b>39,27 %</b>	LO	1,20 %
dont PS	16,48 %	<b>Extrême droite</b>	<b>7,13 %</b>
Front de gauche	6,05 %	dont FN	6,34 %
(PCF, Parti de gauche, Gauche unitaire)		<b>Divers</b>	<b>4,43 %</b>
Europe Ecologie	16,28 %		

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ce parti sont pointés du doigt par tous ces dirigeants sans qu'aucun ne parvienne à prendre le dessus. En s'approchant du très mauvais score de Michel Rocard en 1994 (14,49 %) alors qu'elle s'était fixé un objectif de 20 % à 22 %, Martine Aubry l'Européenne, la fille de Jacques Delors, enregistre une défaite personnelle. Hormis l'outre-mer, toutes les régions sont en repli, Nord compris.

Mal remis des séquelles du congrès de Reims, le PS n'a pas seulement fait une très mauvaise cam-

pagne. Il a été aussi affaibli par la dissidence de Jean-Luc Mélenchon qui, allié au PC dans le Front de gauche, est parvenu à attirer 6,05 % des voix, et à devancer le NPA d'Olivier Besancenot (4,88 %). Comme à chaque lendemain de défaite, les responsables socialistes - Martine Aubry en tête - promettent de s'attaquer à la rénovation, mais le chantier est compliqué par l'apparition d'un nouveau handicap : le score piteux du PS ne lui permet pas de prétendre être la force autour de laquelle se réorganise

l'opposition, il doit compter avec un revenant : Daniel Cohn-Bendit. **L'écologie est-elle en train de s'imposer comme l'utopie du XXI<sup>e</sup> siècle ?** Menacés de disparition lors de l'élection présidentielle de 2007, les Verts connaissent une spectaculaire renaissance à la faveur de « l'ouverture » menée par Daniel Cohn-Bendit.

Rassemblant sous sa bannière les Verts, les amis de Nicolas Hulot, les associatifs, ainsi que des personnalités comme José Bové ou Eva Joly, le député européen a mené une campagne 100 % écologique et 100 % européenne, au moment où l'idée de croissance verte est en vogue dans l'Union. Il a eu du nez : l'homme à la mode, c'est lui, qui approchera les 70 ans à la fin de son mandat. Pour que ce ne soit pas qu'un feu de paille - un risque dans ce genre d'élection -, il reste à structurer un courant écologique, alors que l'ancien leader de mai 1968, qui a la nationalité allemande, veut continuer à vivre entre Francfort et Bruxelles.

**Les frontières traditionnelles ont-elles vécu ?** La question se pose dans chaque camp, obligé de remettre à plat la question des

alliances. A droite, l'UMP règne, mais sur un désert. Grâce à des thèmes comme la sécurité, elle est parvenue à contenir l'électorat frontiste à 6,34 % et souverainiste à 6,57 %, mais il lui manque des alliés pour espérer remporter le scrutin régional de 2010, qui se joue à deux tours.

A gauche, le PS se retrouve écartelé entre les partisans de l'alliance avec la gauche radicale et ceux qui lorgnent vers un MoDem très mal en point. Des deux côtés, le succès des listes Europe Ecologie incite à un recyclage accéléré de la thématique verte. Le ministre de l'écologie Jean-Louis Borloo a été le premier à tenter le raccourci entre l'UMP et Europe Ecologie, en estimant que les Français avaient soutenu les listes qui ont parlé « d'avenir, d'Europe et de planète ».

De fait, il ne faut pas négliger dans cette élection la dimension européenne. Les listes qui s'en sont le mieux sorties sont celles qui ont su marier une vision européenne avec les enjeux français. De quoi nuancer les interprétations du niveau record de l'abstention (59,36 %).

Françoise Fressoz

## Le NPA, le MoDem et le FN sont les principales victimes de l'abstention

Selon l'enquête réalisée par TNS Sofres/Logica dimanche 7 juin, six électeurs sur dix se sont déterminés en fonction des enjeux européens

### Quelles sont les deux raisons principales pour lesquelles vous avez décidé de ne pas aller voter ? en %

Pour manifester votre mécontentement à l'égard des partis politiques	31
Vous ne voyez pas de différence entre les projets des différents partis	22
Manifester votre mécontentement à l'égard de l'Europe et de la construction européenne	20
Ces élections ne vous intéressent pas	18
Ce vote n'a selon vous pas d'impact sur la situation en France	18
L'Europe et la construction européenne ne vous intéressent pas	8
Vous ne votez jamais	3
Sans opinion	20

Sondage TNS Sofres / Logica effectué pour : France Télévisions / Radio France / Le Monde / Le Point et réalisé le 7 juin 2009. Auprès d'un échantillon national de 2 000 personnes, établi selon la méthode des quotas représentatifs de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogées par téléphone.

### Avez-vous voulu exprimer votre soutien au gouvernement ou votre mécontentement à l'égard du gouvernement ?

Votre mécontentement à l'égard du gouvernement	45 %
Votre soutien au gouvernement	30 %
Je n'ai pas tenu compte de mon opinion sur le gouvernement	23 %
Sans opinion	2 %

### Souhaitez-vous que, dans les mois et les semaines qui viennent, le rythme des réformes menées par le gouvernement

Se maintienne	35 %
S'accélère	32 %
Ralentisse	27 %
Sans opinion	6 %

Le premier enseignement du sondage TNS Sofres/Logica réalisé dimanche 7 juin pour Le Monde, Le Point, France 2, France 3, France Inter concerne l'abstention (59,4 %). « Qui s'est abstenu et pour quelles raisons ? », interroge l'enquête effectuée par téléphone auprès de 2 000 personnes.

**Qui s'est abstenu ?** L'analyse par tranche d'âge fait ressortir un phénomène d'abstention massif chez les 18-24 ans (70 %) et les 25-34 ans (72 %), ainsi qu'à un niveau moindre chez les 35-49 ans (64 %), alors que l'électorat plus âgé s'est davantage déplacé : 42 % d'abstention chez les 65 ans et plus.

Le deuxième élément porte sur la sociologie de l'abstention : sans surprise, l'électorat populaire s'est fortement abstenu (69 % chez les ouvriers et 66 % chez les employés). On enregistre également un très fort taux d'abstention parmi les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (77 %).

De fait, les courants politiques ayant le plus pâti de l'abstention sont l'extrême gauche (68 %), le MoDem (66 %) et le Front national (65 %). Ainsi, 73 % des personnes ayant voté pour Olivier Besancenot au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 n'ont pas participé à ce scrutin. A l'inverse, les électo-

rats qui se sont le plus mobilisés sont ceux de l'UMP, des Verts et du PCF.

**Les raisons de l'abstention.** Faut-il voir dans cette forte abstention un rejet de l'Europe ? Globalement, plus de la moitié des personnes interrogées (53 %) se disent très ou assez attachées à l'Europe, les pourcentages les plus forts se trouvant parmi les électeurs d'Europe Ecologie et du MoDem (89 %).

Ce contraste entre l'identité européenne de l'électorat du MoDem et la faible mobilisation de ce dernier dans ce scrutin européen confirme qu'il a été sérieusement désorienté par la campagne

de son leader. Les opinions les plus négatives à l'encontre de l'Europe se concentrent surtout chez les souverainistes de Libertas et au FN.

Pour 20 % des électeurs - « seulement » -, l'abstention a été un moyen de manifester leur désapprobation vis-à-vis de la construction européenne. En s'abstenant, les électeurs ont voulu d'abord marquer leur mécontentement à l'encontre des partis politiques : pour 31 % des personnes interrogées, c'est la cause principale de leur abstention, tandis que 22 % d'entre elles disaient ne pas voir de différences entre les partis.

**Les motivations du vote.** Près de

six électeurs sur dix (59 %) disent s'être déterminés essentiellement en fonction des enjeux européens, tandis que 37 % ont choisi en fonction des problèmes nationaux.

Parmi ces derniers, les électeurs du Front national, à 70 %, et ceux du NPA, à 65 %, sont ceux qui ont le plus voulu donner une connotation nationale à leur vote. Alors qu'à l'inverse à peine 20 % des électeurs d'Europe Ecologie en faisaient une dimension prioritaire. Il faut noter, là aussi, que seuls 33 % des électeurs du MoDem disent s'être prononcés en fonction du contexte national. La dimension hexagonale n'était pas pour autant

absente de ce scrutin. Sur ce plan, le gouvernement recueille le soutien de seulement 30 % des électeurs, dont 81 % parmi ceux qui ont voté en faveur des listes de l'UMP.

A l'inverse, 45 % des électeurs disent avoir voulu exprimer un vote de mécontentement contre le gouvernement : les pourcentages les plus élevés se trouvent chez les électeurs du Front de gauche (84 %), du NPA (79 %) et du PS (71 %). Un PS dont 37 % des personnes interrogées estiment qu'il n'est « pas assez à gauche », avis partagé par plus de la moitié (52 %) de ses propres électeurs.

Patrick Roger

Les résultats en France



PS : 16,48 %. Malgré ce vote sanction, aucune voix ne s'est élevée dans le parti pour évoquer la responsabilité de sa première secrétaire, Martine Aubry. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »



PS : 13,57 % en Ile-de-France. Troisième sur la liste dans la circonscription, Benoît Hamon, ici dans les locaux de France 2, n'a pas été réélu. BRUNO LEVY POUR « LE MONDE »

Le succès oblige les écologistes à rester unis

A 16,28 %, l'alliance Europe Ecologie crée la surprise en faisant jeu égal avec le PS

Les Verts n'avaient jamais espéré un tel score, même dans leurs rêves les plus fous : quatorze élus grâce à leur alliance au sein d'Europe Ecologie contre six, quatre ans auparavant, sous leurs seules couleurs. Dimanche, soir, l'euphorie était sans limites à La Bellevilloise (Paris 20<sup>e</sup>), où les militants s'étaient donné rendez-vous. « Historique », « énorme », « spécial », les qualificatifs tournaient comme les têtes des Verts, très présents dans la salle. Oublié, le 1,57 % de Dominique Voynet à la présidentielle de 2007. Bannies, les querelles de courants entre les « réalos » et la gauche des Verts. L'heure était au « rassemblement ». « Restons surtout, surtout unis », a imploré Pascal Durand, directeur de la campagne et fin connaisseur des bisbilles des écologistes.

secrétaire nationale, Cécile Duflot. Jean-Paul Besset, un proche de Nicolas Hulot qui envisageait de lancer un appel à la création d'une nouvelle organisation écologiste large – comprendre avec ou sans les Verts –, tient désormais un discours plus conciliant : « On va taper l'incruste », s'amusa-t-il dimanche soir. « C'est avec la tête froide et le cœur chaud qu'on arrivera à poursuivre le rassemblement », a prévenu de son côté Daniel Cohn-Bendit.

Crédibilité

Pas question de laisser s'échapper l'occasion tant espérée de prolonger le rassemblement amorcé. Pour tous, le succès a montré la crédibilité des réponses écologistes dans un contexte de crise économique, n'en déplaise à la gauche. Et le défi est dorénavant de montrer que les écologistes sont durables.

Les élections régionales sont déjà dans toutes les têtes. Fini le temps où les écologistes n'étaient qu'une force d'appoint pour le PS. Avec plus de 16 % au niveau national – et même 20,86 % en Ile-de-France –, ils comptent bien tenir la dragée haute à leurs alliés potentiels. Et faire jouer la concurrence en adoptant une ligne d'« autonomie » au premier tour. « Pas question de se relancer dans des discussions de marchands de tapis », a prévenu Jean-Vincent Placé, bras droit de Cécile Duflot. Pascal Durand renchérit : « Ce n'est plus aux écologistes de se dire de gauche mais à la gauche d'intégrer l'écologie politique dans son programme. » Les socialistes sont prévenus : il faudra désormais faire les yeux doux pour toute alliance.

A condition que les Verts ne retournent pas à leurs vieux démons.

Laetitia Van Eeckhout et Sylvia Zappi

Le PS, secoué par la défaite, ne remet pas en question le leadership de M<sup>me</sup> Aubry

Des proches de la première secrétaire appellent à la « refondation », voire à la « renaissance »

Déconcertés ? Pas tant que cela. Du permanent de base à la première secrétaire, les socialistes se donnent une contenance en ce soir de défaite. « De catastrophe », corrigent quand même certains dirigeants présents rue de Solferino, à Paris, au siège du PS, dont la cour, protégée des averse par une grande toile, a plongé dans une zone de forte dépression.

En réalité, les dirigeants du PS tombent de haut. « Si nous n'avions pas fait le boulot qui a été abattu depuis cinq mois, nous serions à 14 % comme Michel Rocard en 1994 », expliquait la semaine précédente Martine Aubry, alors qu'un sondage tablait sur 19 %. Avec tout

« Mieux vaut avoir les écologistes que le MoDem à 16 %, cela nous évite un nouveau débat sur les alliances »

Pascale Boistard  
secrétaire nationale

juste 16,48 % des voix, le Parti socialiste fait à peine mieux que le score qui conduisit l'ancien premier ministre à quitter ses fonctions de premier secrétaire il y a quinze ans. En outre, les listes Europe Ecologie talonnent les socialistes. « On ne s'attendait pas à tomber si bas... » souffle, sous le choc, Pervenche Berès, élue en Ile-de-France.

Malgré ce vote sanction, aucune voix ne s'élève pour évoquer la responsabilité de M<sup>me</sup> Aubry. Ségolène Royal lui a adressé un « très gentil message », et Bertrand Delanoë l'a jointe pour lui faire part de son soutien. Qu'on se le dise : aucune révolution de palais n'est en passe d'être ourdie rue de Solferino. « Qui voudrait prendre la place de Martine ? », fait-on valoir, sur le ton de la boutade désabusée, dans l'entourage de la première secrétaire.

Elue par les militants après le congrès de Reims en novembre 2008, la première secrétaire n'a nullement l'intention de démissionner. Quant à ceux qui, comme François Rebsamen ou les proches de François Hollande, avaient critiqué la campagne européenne du PS, ils ne monteront pas au créneau au cours de la soirée. Pierre Moscovici, lui aussi critique vis-à-vis de la direction, précise, à toutes fins utiles, qu'il « ne participera à aucune forme de complot, de coup d'Etat ou de putsch ».

Peu après 21 heures, au milieu de visages défaits, M<sup>me</sup> Aubry s'installe derrière le pupitre. « Je prends toute la mesure de la responsabilité du Parti socialiste. Je ne cherche

pas de raison extérieure à nous-mêmes », lance-t-elle avec gravité, se déclarant décidée à « tenir le discours de la lucidité et de la vérité ». La première secrétaire promet de consacrer « toutes [ses] forces pour rassembler » le PS et mener à bien « une profonde rénovation ». L'intervention, brève, est applaudie en rythme par la centaine de militants présents. Sans parvenir à réchauffer l'ambiance.

L'entourage de M<sup>me</sup> Aubry remarque que le niveau global de la gauche est élevé. Et que le score d'Europe Ecologie pourrait n'être que « conjoncturel » et ne pas compromettre un large rassemblement lors des élections régionales de 2010. L'appel à une nouvelle union de la gauche, dont l'idée avait été lancée avant le scrutin, s'est fait discret dimanche.

« Mieux vaut avoir les écologistes que le MoDem à 16 %, cela nous évite un nouveau débat sur les alliances », observe Pascale Boistard, secrétaire nationale chargée de l'organisation. Les proches de la direction du PS admettent cependant la gravité de la situation. La question, selon eux, n'est plus d'en appeler à la « rénovation » mais à la « refondation », voire à la « renaissance » d'un PS lâché par les catégories populaires qui se sont largement abstenues et par les couches moyennes supérieures, qui ont rallié Europe Ecologie.

Certains ne mâchent pas leurs mots. « C'est un séisme, un 21 avril bis. On ne va quand même pas continuer comme avant ! », proteste la députée Aurélie Filippetti. Battue dans la région Est, elle ne cache pas son « ras-le-bol des vieux sages ». Le collaborateur d'un grand élu voit dans la « Berezina » de ce 7 juin « la fin de la mauvaise conscience née du 21 avril 2002 ; désormais, l'argument du vote uti-

La « déception » de Benoît Hamon

« C'est ma plus grande tristesse de ce soir », a confié Martine Aubry après avoir appris la défaite de Benoît Hamon, 41 ans, porte-parole du PS et candidat en troisième position sur la liste d'Ile-de-France. « Je souhaite qu'il reste porte-parole, il est l'une des rares images positives du parti », a indiqué la première secrétaire. M. Hamon, eurodéputé sortant, a évoqué « un échec, une déception ». Selon lui, le PS « paie la cacophonie des ego » qui a marqué l'année 2008. Le principal représentant de la gauche du PS entend prendre une décision « dans les jours qui viennent » et compte au préalable « en discuter avec [ses] amis et Martine Aubry ».

le ne porte plus ». Pour Gérard Collob, « un tiers de nos militants ont voté Europe Ecologie ». Le maire de Lyon, qui avait mené la fronde lors de la constitution des listes PS, réclame « une clarification qui passe par un rassemblement des réformistes contre les archéos ». Pour sa part, Manuel Valls presse le PS de « prendre la mesure du saut qu'il doit opérer sur lui-même sur le fond (...), sur un langage qui est aujourd'hui mort ».

Au siège du parti, à mesure que le score descend dans les estimations, le désarroi l'emporte sur la perplexité. « Partout, la social-démocratie recule ; c'est bien notre paradigme qui est à revoir, soupire le sénateur Jean-Pierre Caffet. On ne paye pas seulement le congrès de Reims, nos problèmes de leadership, mais aussi un divorce très profond avec une société de plus en plus dépolitisée où chacun ne pense qu'à son intérêt immédiat ».

Lors du conseil national convoqué mardi 9 juin, les socialistes devront commencer à digérer leur défaite. A cette occasion, M<sup>me</sup> Aubry

n'entend se livrer ni à un mea culpa ni à des annonces spectaculaires. Un réajustement de la direction pourrait intervenir en attendant les modifications, prévues de longue date, visant à accorder davantage d'espace au courant qui avait soutenu Ségolène Royal lors du congrès avant de prendre ses distances avec elle. Pour rebondir, la première secrétaire compte sur l'émergence d'un projet politique, confié au « laboratoire des idées » créé au lendemain de son élection.

Une partie du voile sera levée le 7 juillet, lors d'un séminaire de la direction. D'ici là, il faudra que M<sup>me</sup> Aubry – dont la position au sein de la direction risque malgré tout d'être fragilisée – donne quelques signes de sa volonté d'accélérer le rythme de la rénovation du PS. Pour un certain nombre de responsables, la question de l'organisation de primaires ouvertes aux sympathisants, afin de désigner un candidat commun de la gauche aux présidentielles de 2012 aura valeur de test.

Jean-Michel Normand

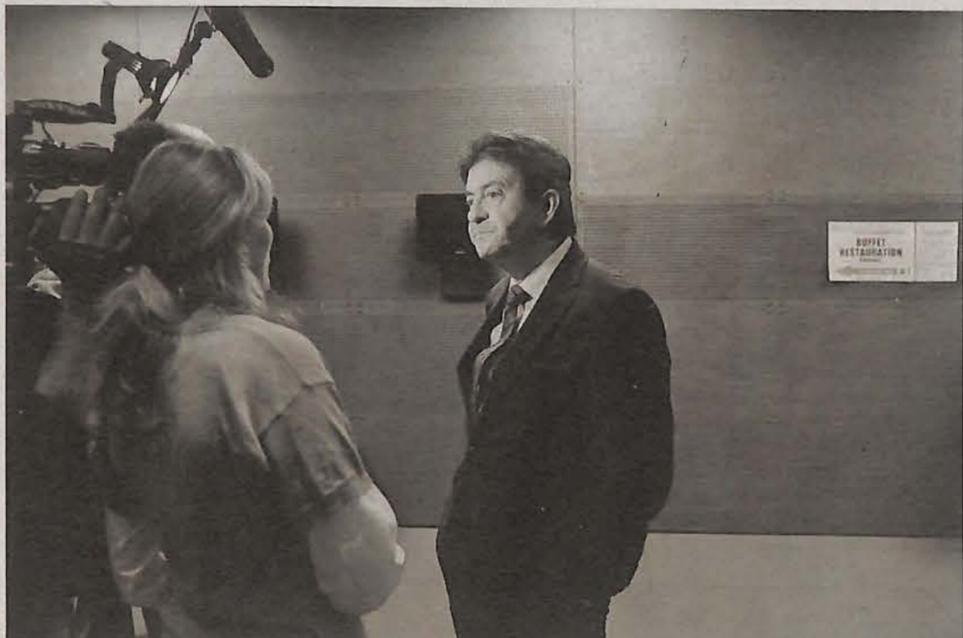
arredamento Moblier Contemporain  
Toutes les grandes marques au meilleur prix.  
Meubles - Bibliothèques - Canapés - Fauteuils - Tables - Chaises - Tapis - Mirrors - Luminaires - Objets décoration  
VENTE SUR TOUT  
EXCEPTIONNELLE LE MOBILIER D'EXPOSITION  
Jusqu'à -70 %  
Interlùbke, Desalto, Zanotta, Cappellini, Artemide, Glas Italia, Flos, Kristalia, Classicon, Fontana Arte, LaPalma, Wittman, Cor, Former, Fasem, Albed, Decor Actuel  
arredamento 18, quai des Célestins 75004 PARIS - Tél. : 01.42.78.71.77 Mail : arredamento@wanadoo.fr

En direct du Monde sur France Info  
du lundi au vendredi à 22 h 47  
la rédaction du Monde décrypte l'actualité  
Le Monde info

## Les résultats en France



Europe Ecologie... et MoDem. « Je suis contente du score de Daniel Cohn-Bendit », a déclaré l'ancienne ministre de l'environnement Corinne Lepage (MoDem). BRUNO LEVY POUR « LE MONDE »



Front de gauche : 6,05 %. La liste menée par Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet a agrégé syndicalistes, adhérents du MRC et collectifs antilibéraux. BRUNO LEVY POUR « LE MONDE »

## Le Front de gauche devance le NPA

L'alliance emmenée par Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet obtient cinq élus

Dans la compétition qui opposait le Front de gauche au Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), les amis de Marie-George Buffet et de Jean-Luc Mélenchon ont emporté la partie. Avec 6,05 % des voix et quatre élus, l'alliance du PCF, du Parti de gauche et de la Gauche unitaire (transfuges du NPA) a réussi son pari. Alors qu'il était largement en tête des enquêtes d'opinion pour la cinquième place en début de campagne, le NPA s'est fait dépasser et obtient au final 4,88 %, mais pas d'élus.

« Nos listes ont été les seules qui ont donné à voir un espoir qui se lève. On a commencé cette démarche d'union sur la base d'un projet politique audacieux, il faut la poursuivre », a lancé la secrétaire nationale du PCF sur une péniche amarrée au port de la Gare à Paris. Entourée des militants qui scandaient « Tous ensemble, tous ensemble, Front de gauche », la numéro un communiste a expliqué que, si la coalition avait eu ce résultat encourageant, c'était grâce au « rassemblement ». Jean-Luc Mélenchon n'était pas en reste. Si, à ses yeux, « la gauche n'a pas de quoi pavoiser », car « le PS est dans le trou », le Front de gauche est « un point d'appui, une méthode pour rassembler et marier identité et unité ».

Cette campagne mêlant culture communiste, socialiste et trotskiste, mais qui a su attirer des syndicalistes, des adhérents du Mouvement républicain et citoyen, ou des collectifs antilibéraux, a réussi une petite dynamique militante. Les lis-

### Pas d'élus pour Lutte ouvrière

Avec 1,2 % des voix, Lutte ouvrière (LO) s'est fait une fois de plus distancer par les amis d'Olivier Besancenot. La désignation de Nathalie Arthaud comme nouvelle porte-parole, à la place d'Arlette Laguiller, n'a pas suffi à renouveler l'image un peu désuète et très orthodoxe de LO.

« Nos scores sont modestes, mais témoignent de la permanence d'un courant qui se retrouve dans les idées défendues par Lutte ouvrière », a reconnu M<sup>me</sup> Arthaud dans un communiqué. Et d'ajouter : « Et si le poids de cet électoral est faible dans les urnes, il représente des dizaines de milliers de salariés qui pourront peser dans les futures luttes sociales. »

Après avoir fait campagne sur le peu d'intérêt des travailleurs pour ce scrutin, LO estime que les élections européennes constituent « un épiphénomène dans une période où les classes populaires subissent des attaques ».

tes du Front de gauche ont bénéficié aussi d'un électoral plus captif, plus vieux et donc plus prompt à se mobiliser.

Le PCF sauve ainsi la face avec l'élection de Patrick Le Hyaric en Ile-de-France, de Jacky Héning dans le Nord. S'y ajoute celle d'une militante associative, Marie-Christine Vergiat dans le Sud-Est et d'un élu du Parti communiste réunionnais, Elie Hoareau. Et Marie-George Buffet peut partiellement effacer son score désastreux de 1,93 % à la présidentielle. Jean-Luc Mélenchon réussit son pari en emportant un siège dans le Sud-Ouest, sur les terres traditionnellement socialistes. « Si on veut avoir d'autres résultats, c'est toujours ensemble qu'on y arrivera », a conclu M<sup>me</sup> Buffet, dimanche 7 juin. C'est désormais l'enjeu pour cette gauche antilibérale : parvenir à maintenir l'attelage, et même l'élargir « à quatre, cinq ou beaucoup plus », comme le dit la numéro un communiste.

### Ambiance modeste au NPA

L'ambiance était plus modeste au NPA. Devant une quinzaine de militants, c'est Omar Slaouti, tête de liste d'Ile-de-France, qui a donné l'analyse du résultat de son parti : « Ce fut notre premier test électoral. Et avec près de 5 %, c'est plutôt un bon résultat. » C'est un bon début », a déclaré, de son côté, M. Besancenot, précisant qu'« il faudrait faire avec la gauche anticapitaliste dans ce pays ». Le ton était donné : l'objectif a presque été atteint.

Expliquant que leurs listes ont pâti plus que d'autres d'une abstention particulièrement forte dans les milieux populaires, les amis d'Olivier Besancenot tentent de donner le change. « Avec près de 5 %, notre progression par rapport à 2004 est notable », analyse François Sabado, un vieux dirigeant de la LCR. « Ce n'est pas une percée ni un résultat fracassant, mais dans les conditions d'un scrutin difficile pour nous, c'est assez satisfaisant », admet Pierre-François Grond, membre de l'exécutif.

Le parti de M. Besancenot se maintient au niveau du score de son leader à la présidentielle. Le résultat est modeste et la bagarre avec le Front de gauche perdue. Mais en doublant le score obtenu en 2004, alors dans le cadre d'une alliance avec Lutte ouvrière, le NPA s'installe. Il a distancé les amis de Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller. Et presque doublé le score de l'extrême gauche à lui tout seul. Reste à garder l'élan militant qui s'était agrégé au sortir de la campagne présidentielle autour d'un axe : le NPA serait la seule « vraie gauche ». Ce test les a détrompés. ■

Sylvia Zappi

## François Bayrou reconnaît une erreur stratégique dans sa campagne

Le MoDem se rêvait en troisième force du pays, il ne recueille que 8,45 % des voix

Il a attendu 22 heures, les résultats définitifs, pour intervenir. Comme pour gagner du temps ou espérer une ultime correction. François Bayrou ne s'est pas attardé devant les caméras. Cinq minutes pour lire un texte. Puis il est retourné en trombe dans son bureau, laissant les quelques militants présents au siège du MoDem sonnés par la défaite.

Le Mouvement démocrate ne recueille que 8,45 % des voix, alors qu'en 2004 l'UDF avait frôlé les 12 %. M. Bayrou n'a pas tergiversé : « Le résultat d'aujourd'hui est une déception, il y a eu deux bons résultats électoraux, au moins apparents, le maintien de l'UMP et surtout le grand succès des écologistes. » Il reconnaît « sa part de responsabilité » et son erreur stratégique : « Dans une campagne très dure, je ne suis pas parvenu à faire passer le message auquel j'étais attaché. J'ai pensé que l'on ne pouvait pas séparer les enjeux nationaux et les enjeux européens. Je n'ai pas réussi à faire passer ce sentiment. »

Le président du MoDem assume aussi s'être « laissé entraîner dans une polémique excessive qui a troublé », se référant sans le dire au violent échange qui l'a opposé, jeudi sur France 2, à Daniel Cohn-Bendit. Mais pour lui, plus que cet affrontement, c'est la diffusion du documentaire Home sur France 2, l'avant-veille du scrutin, qui a été déterminant. « Neuf millions de personnes l'ont vu. Cela a fait bouger deux ou trois points en faveur des listes écologistes. Europe Ecologie nous a piqué la moitié de nos voix », confie-t-il.

Deux ans après l'élection présidentielle où il avait recueilli 18,57 %, M. Bayrou enregistre son

troisième échec électoral. Il avait déjà perdu deux élections intermédiaires, législatives et municipales. Le président du MoDem espérait se positionner, à l'issue de ces européennes, comme la troisième force du pays et incarner l'alternative au sarkozysme. Toute sa campagne a été bâtie sur cette thématique du vote sanction.

Mais, ce faisant, celui qui se présente comme l'héritier des fondateurs de l'Europe a peu parlé d'Europe, ou trop tard, trois jours avant le scrutin. Il a permis à ses adversaires, à droite comme à gauche, de fustiger son obsession présidentielle. L'échec de M. Bayrou est d'autant plus grand qu'il est devancé par des écologistes qui se sont refusés au vote sanction pour privilégier le débat européen.

Au siège du MoDem, le dimanche 7 juin au soir, ses conseillers essayaient de relativiser la défaite. « Le vote de ce soir, décrypte Philippe Lapousterle, le conseiller politique de M. Bayrou, ne dit rien sur la

### Jean-François Kahn, élu, renonce à siéger à Strasbourg

L'ancien directeur de M<sup>me</sup> Marianne, Jean-François Kahn, ne fêtera pas son 71<sup>e</sup> anniversaire, vendredi 12 juin, au Parlement européen. Dès l'annonce de son élection dans la circonscription de l'Est, où il conduisait la liste du MoDem, il a indiqué qu'il laisserait sa place à la députée européenne sortante, Nathalie Griesbeck, qui se trouvait en deuxième position. M. Kahn s'était engagé à se désister en sa faveur si son parti n'obtenait le renouvellement que d'un seul des deux sièges qu'il détenait. Le journaliste et essayiste avait

suite des échéances nationales. L'Europe est une bataille qui fait des morts provisoires. Ce n'est certes pas une bonne journée, mais elle ne condamne pas l'avenir de Bayrou. Il a gagné son statut de meilleur opposant à Sarkozy. »

### Une « équipe » à construire

M. Bayrou qui, après la victoire de Nicolas Sarkozy, avait perdu la quasi-totalité de ses élus, partis rejoindre le camp de la majorité présidentielle, risque-t-il une nouvelle hémorragie ? Michel Mercier, son vieil ami et trésorier du MoDem, devrait être appelé au gouvernement dans les jours prochains. Le sénateur du Rhône, totalement absent de la campagne européenne, a rencontré, le 4 juin à l'Élysée, le chef de l'Etat qui lui a confirmé son souhait de le voir incarner dans le gouvernement le centre démocrate-chrétien.

D'autres élus semblent « déstabilisés » par la défaite. C'est le cas de Corinne Lepage, dont le mouve-

ment Cap21 a intégré le MoDem. Sur France 2, l'ancienne ministre de l'environnement d'Alain Juppé n'a pas caché « sa déception » : « Je ne suis pas contente, c'est un mauvais score. Je suis contente du score de Daniel Cohn-Bendit. Il faut tirer ensemble les conséquences de cette stratégie. Nous n'avons pas bien su convaincre de la partie écologie du MoDem. »

Questionnée sur la stratégie antisarkozyste de M. Bayrou, M<sup>me</sup> Lepage a confié qu'elle « n'aurait probablement pas pris cette décision », avant de déclarer, sibylline : « Pour le moment je reste » au MoDem. Après son troisième échec, M. Bayrou estime urgent d'« aller lentement mais sûrement ». Le Béarnais ne veut « rien précipiter ». Face au « revers », il affirme qu'il « faut tirer les leçons ». Lesquelles ? Le président du MoDem veut réfléchir à une « meilleure organisation » de son mouvement créé après la présidentielle et insuffisamment structuré.

« Jusqu'à présent, souligne M. Bayrou, j'étais seul. J'ai désormais des gens autour de moi, cinq ou six personnes. On a des élus dans toutes les euro-régions, comme Robert Rochefort ou Sylvie Goulard, qui peuvent s'exprimer. C'est une équipe qui est en train de se construire. » Passé le scrutin, il affirme que « les problèmes de la vie de tous les jours, qui n'ont pas été abordés dans cette campagne, vont revenir ». Le président du MoDem a peu de temps pour rebondir : dans un an, il devra affronter l'échéance des élections régionales. Un scrutin à deux tours qui l'obligera à des alliances. « C'est un vrai problème, prévient M. Mercier, on ne peut pas toujours être seul. » ■

Sophie Landrin

## Un pugilat avec M. Cohn-Bendit qui a coûté très cher

François Bayrou a-t-il payé son pugilat avec Daniel Cohn-Bendit ? Jeudi 4 juin, lors du débat sur les élections européennes organisé sur France 2 par Arlette Chabot, le président du MoDem s'était retrouvé confronté à son principal concurrent, Daniel Cohn-Bendit, qui le talonnait depuis plusieurs jours dans les sondages.

Traité d'« ignoble » et de « minable » par le leader d'Europe Ecologie pour l'avoir soupçonné de collusion avec Nicolas Sarkozy, M. Bayrou avait à demi-mot accusé M. Cohn-Bendit de complaisance envers la pédophilie, en référence à un livre polémique écrit en 1975, *Le Grand Bazar*. « Je ne suis pas sûr que vous puissiez, vous, employer le mot ignominie. Il y a un certain nombre

d'ignominies que vous n'avez pas hésité à porter », avait insinué le président du MoDem. Avant de préciser : « Je trouve ignoble d'avoir poussé et justifié des actes à l'égard des enfants, que je ne peux accepter. »

Dès la sortie du plateau, son entourage était inquiet : au mieux M. Bayrou risquait d'être perçu comme un homme dépouillé de sang-froid – gênant pour celui qui aspirait aux plus hautes fonctions –, au pire comme un candidat capable d'utiliser une polémique vieille de trente-quatre ans pour décrédibiliser son adversaire.

Le lendemain, conscient des dégâts, M. Bayrou avait convoqué la presse au siège du MoDem, rue de l'Université. Il s'était justifié pendant une heure et demie,

expliquant qu'il n'avait pas prémédité son attaque, mais avait réagi sous le coup de l'émotion et des « injures répétées » de son adversaire. Se plaçant en tant que père de famille, il s'était dit « bouleversé » par ce livre, dont il assurait avoir pris connaissance il y a seulement une semaine. Il avait avoué être « peut-être trop sensible aux mises en cause de l'enfance ».

Ses conseillers en sont désormais persuadés : pour eux, M. Bayrou a perdu en partie l'élection dans ce duel. « Ce débat a coûté très cher, entre trois et quatre points. Il y a des choses dans une campagne que l'on ne peut pas prévoir. Cela venait du fond de lui. Il a été submergé, a analysé, le 7 juin au soir, Philippe Lapousterle, son conseiller politique. L'électorat MoDem a été extrêmement

déconcerté. François Bayrou a fait là le contraire de ce qu'il est. »

Ses têtes de liste avaient d'ailleurs pris leurs distances avec leur chef de file. Jean-François Kahn, tête de liste dans l'Est, avait estimé qu'il n'aurait pas dû répondre à la provocation. Jean-Luc Bennaïm, ex-dirigeant des Verts passé au MoDem, tête de liste dans le Sud-Est, avait, lui, rappelé que M. Cohn-Bendit avait, contrairement à ce qu'affirmait M. Bayrou, « regretté en 1999 » ses propos sur la sexualité des enfants. Les adversaires nombreux du Béarnais, de droite comme de gauche, avaient fait assaut de réprobation. « Ce duel, ajouté à la diffusion du film Home, nous a été fatal », assure l'entourage de M. Bayrou. ■

S. La.

## Les résultats en France



UMP : 27,87 %. Rachida Dati (au centre) et Michel Barnier (derrière elle), têtes de liste du parti en Ile-de-France, dans leur QG de campagne à Paris, dimanche. STÉPHANE REMAEL POUR « LE MONDE »



Front national : 6,34 %. Le nombre d'élus passe de sept à trois : Marine Le Pen (photo, Nord-Ouest), Jean-Marie Le Pen (Sud-Est) et Bruno Gollnisch (Est). FRANÇOIS LO PRESTI/AFP

# Malgré son score historique, l'UMP se présentera en challenger aux régionales

Pour constituer ses réserves de voix, le parti va chasser électeurs centristes et écologistes

Un score de 27,87 %. Même les dirigeants de l'UMP ne rêvaient plus à une telle victoire. Crédité de 26 % à 28 % des voix dans les sondages durant toute la campagne, le parti majoritaire pariait sur un résultat plus proche de 23 %. Jean-François Copé, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale et rival de Xavier Bertrand, avait d'ailleurs cru glisser une peau de banane sous les pieds du secrétaire général de l'UMP en fixant comme seuil d'une défaite 25 % des voix. L'UMP réalise une victoire historique : le meilleur score d'un parti de droite au pouvoir depuis trente ans.

Le résultat était tellement inattendu que Brice Hortefeux, candidat en troisième position dans le Massif Central-Centre se croyait à l'abri d'une position éligible. Las ! Le ministre des affaires sociales est bel et bien devenu dimanche eurodéputé. Ce proche de Nicolas Sarkozy se retrouve dans l'embarras : tous les candidats de la majorité sont censés avoir signé sept engagements, dont celui de siéger

au Parlement européen à Strasbourg et à Bruxelles. Lors de son dernier meeting, Porte de Versailles à Paris, jeudi 4 juin, les candidats avaient ostensiblement paraphé sur scène devant les militants leur feuille de route. M. Hortefeux va devoir choisir entre son ministère et le Parlement européen.

Malgré une campagne assez falote, un brin répétitive et enhuyeuse, l'UMP tire les dividendes de son unité et de la présidence française de l'Union européenne. Le parti majoritaire a fait campagne sans fausses notes avec ses partenaires, le Nouveau Centre d'Hervé Morin, les Progressistes d'Eric Besson, et Gauche moderne de Jean-Marie Bockel. Il a reçu l'appui du premier ministre, François Fillon, très engagé dans la campagne, et a su profiter de l'image d'Européen convaincu de son animateur national, Michel Barnier. La tâche de ce dernier était pourtant rude : obligé de rester au gouvernement, le ministre de l'agriculture a dû battre les estrades en même temps que gérer la crise laitière. Flanqué de Rachida Dati,

numéro 2 en Ile-de-France, il avait dû essayer les quolibets après une piètre prestation de sa colistière en début de campagne.

Pour Xavier Bertrand, le scrutin constitue un test important. Pour accéder, le 24 janvier, à la tête du parti, l'ancien ministre du travail avait dû quitter le gouvernement. Son prédécesseur, Patrick Devedjian, avait scellé son destin à la tête du parti avec l'échec aux élections municipales de mars 2008.

### « Vote sanction sanctionné »

Instruit de l'affaire, le nouveau secrétaire général de l'UMP a beaucoup donné de sa personne, participant à la quasi-totalité des meetings et reprenant en main dans la dernière ligne droite une communication jugée défaillante. « Le vote sanction a été sanctionné par les Français, a-t-il ironisé dimanche. Ce soir, c'est la défaite de ceux qui n'ont pas parlé d'Europe. C'est la sanction d'une opposition hystérique et obsessionnelle. »

Malgré leur nette victoire, les dirigeants de l'UMP qui s'étaient rendus en fin d'après-midi à l'Ely-

sée ont évité, à la demande du chef de l'Etat, tout triomphalisme. Chacun a en tête la prochaine échéance, les régionales qui s'annoncent difficiles. Le parti se présentera en position de challenger pour tenter de reprendre aux socialistes les régions françaises. Le scrutin à deux tours implique pour gagner de bénéficier de réserves de voix. Pour se constituer une dot, le parti majoritaire a intérêt à laisser se développer le Nouveau Centre pour tenter de récupérer des voix à François Bayrou. Il a aussi l'impératif de séduire les électeurs écologistes. Dès dimanche soir, Jean-Louis Borloo, le ministre de l'écologie et membre de la direction de l'UMP, a estimé que « c'est la cause du développement durable qui a gagné, et personne n'est propriétaire de cette cause ». Le président du Parti radical a tenté de ramener la victoire à lui : « Les Français ont soutenu les listes ouvertes, y compris à la société civile, des listes très grenelliennes en somme », a-t-il déclaré. La lutte pour récupérer le vote écologiste a commencé. ■

Sophie Landrin

### Souverainistes

## Philippe de Villiers assure vivre « une déception tranquille »

Avec 4,80 % des voix recueillies dimanche 7 juin, Philippe de Villiers réalise son plus mauvais score depuis 1994. En 2004, le président du Mouvement pour la France (MPF) avait totalisé 6,67 % des voix. Son alliance avec le parti Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) ne lui aura pas permis de sauver ses trois sièges de députés sortants. Tête de liste dans l'Ouest, il ne conserve que le sien. « Les chasseurs ont été sensibles aux signes que leur a envoyés le gouvernement ces derniers mois notamment sur les dates d'ouverture de la chasse. Du coup, beaucoup ont voté UMP plutôt que CPNT », commentait, dimanche, Thierry Coste, conseiller du président de la Fédération nationale des chasseurs, Charles-Henri de Ponchalon, et conseiller chasse de Jean-Louis Borloo au ministère de l'écologie. M. de Villiers estime avoir pâti de la concurrence de l'UMP. Nicolas Sarkozy « a décidé de faire la même campagne que nous sur les mêmes thèmes », a expliqué, dimanche soir, le député (MPF) de Vendée en faisant référence à ses deux messages : « L'Europe qui protège », et « le refus de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ». Mais nous avons mené une campagne de vérité quand lui a trompé les Français. Ils s'en rendront compte bientôt », a-t-il ajouté.

L'élue vendéenne s'en est pris à la programmation, vendredi 5 sur France 2, de Home, le film de Yann Arthus-Bertrand, « une manipulation destinée à inciter à voter Cohn-Bendit », selon lui. Il s'est dit « triste » et « gêné que 41 ans après Mai 68, Daniel Cohn-Bendit, le lanceur de pavés, soit redevenu « un héros de la société française ». La société de Cohn-Bendit est sous nos yeux. Ce n'est pas celle que Sarkozy nous avait promise », a-t-il lancé. M. de Villiers avait beau assurer, dimanche, vivre « une déception tranquille », des proches se demandaient s'il serait de nouveau candidat aux prochaines européennes. ■ Béatrice Jérôme

## Nicolas Dupont-Aignan estime qu'un nouveau parti est né

Le député de l'Essonne Nicolas Dupont-Aignan, président du parti Debout la République (DLR), qui présentait pour la première fois des listes aux européennes, s'est félicité, dimanche, d'avoir obtenu « un score aux alentours de 2 %, supérieur au pronostic des sondages ». Alors que la plupart des enquêtes d'opinion le créditaient d'au plus 1 % pendant la campagne, DLR a obtenu 1,77 % des voix. « Un nouveau mouvement gaulliste et républicain est né en France », a-t-il déclaré dans un communiqué. « Dans un pays en pleine crise, Debout la République peut dès lors porter une espérance nouvelle pour toutes celles et ceux qui croient à une certaine idée de la France », a-t-il estimé. « Désormais, nous serons présents à chaque échéance électorale », a ajouté M. Dupont-Aignan. ■

### Extrême droite

# 1,3 %

## Le score obtenu par la liste « antisioniste » de Dieudonné Mbala Mbala en Ile-de-France

L'assemblée hétéroclite emmené par Dieudonné Mbala Mbala n'a pas eu le succès qu'espéraient ses candidats, qui avaient pour objectif un score de 3 %, seuil du remboursement des frais de campagne par l'Etat. Avec 1,3 %, la liste « antisioniste » fait moins bien que la liste Europe Palestine – qui usait moins de provocations – laquelle avait réuni, en 2004, 1,83 % des suffrages en Ile-de-France. Gennevilliers (Hauts-de-Seine) offre le meilleur score à la liste « antisioniste », avec 6,35 %. Il y a cinq ans, Europe Palestine franchissait la barre des 10 % à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise). Dans 11 villes de Seine-Saint-Denis, la liste « antisioniste » franchit la barre des 4 %, dont Clichy-sous-Bois (5,18 %) et Villetaneuse (5,52 %). ■

Abel Mestre

## Le Front national n'obtient que trois élus

Dans le Nord-Ouest, Marine Le Pen réalise le meilleur score de son parti

L'ambiance était à la morosité et à la résignation au soir des résultats des élections européennes, au siège du Front national. Avec un score de 6,34 %, le FN perd 3,4 points par rapport à 2004 où le parti frontiste avait obtenu 9,8 %. Le nombre d'élus passe de 7 – objectif revendiqué – à 3 : Marine Le Pen (Nord-Ouest, 10,18 %), Jean-Marie Le Pen (Sud-Est, 8,49 %) et Bruno Gollnisch (Est, 7,62 %).

Pour autant, le discours qui dominait au QG frontiste relevait plutôt de la « méthode Coué ». « En taux relatif, par rapport au score des élections législatives de 2007 [4,29 %], on récupère 50 % de voix. On n'est pas mort », a déclaré Dominique Martin, directeur de

campagne de Jean-Marie Le Pen.

Le président du Front national reprenait les mêmes arguments, mais il pouvait difficilement cacher son énervement.

### « Mafia européenne »

« Ce qui me déçoit, c'est l'avenir de mon pays, la situation dans laquelle il va se trouver, floué par les professionnels du mensonge, a tonné M. Le Pen. Parce que quand on connaît les méthodes de gouvernement et de fonctionnement de république bananière qu'est devenue la France, on ne peut pas s'étonner que ce soit ceux qui mettent les sous dans le bastringue qui sortent leur morceau de musique. »

Et de rejeter la responsabilité

sur les médias : « On n'a jamais parlé du FN, on a parlé de 4 ou 5 partis. (...) Ils font tous partie de la mafia européenne. »

Celle qui ressort gagnante du côté du FN est Marine Le Pen. Elle réalise, dans la circonscription Nord-Ouest, le meilleur score de son parti avec 10,18 %, ce qui renforce sa position dans la course à la succession de son père. Surtout, à trois semaines d'une élection municipale anticipée à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) – provoquée par la mise en examen pour détournement de fonds publics du maire PS Gérard Dalongeville –, elle devance de plus de 10 points la liste PS (27,92 % contre 16,34 %). « C'est un bon score, on s'était don-

# Les soixante-douze eurodéputés

Les listes sont classées par nombre de voix et les élus par ordre alphabétique

## Vingt-neuf eurodéputés UMP

**Damien Abad, 29 ans**  
Maître de conférences en finances publiques à Sciences Po Paris, chargé d'études sur les questions budgétaires et fiscales à l'UDF, puis au Nouveau Centre, président des Jeunes Centristes.

**Jean-Pierre Audy, 57 ans**  
Expert comptable, entré au Parlement européen en 2005, après l'arrivée au gouvernement de Brice Hortefeux, conseiller général de la Corrèze et membre du conseil national de l'UMP.

**Michel Barnier, 58 ans**  
Ministre de l'agriculture et de la pêche, membre de la Commission européenne de 1999 à 2004, ministre des affaires étrangères (2004-2005) et ministre de l'environnement (1993-1995).

**Dominique Baudis, 62 ans**  
Journaliste, président de l'Institut du monde arabe, président de la région Midi-Pyrénées de 1986 à 1988 et député de Haute-Garonne de 1988 à 1994. Député européen de 1984 à 1988 puis de 1994 à 1997.

**Christophe Béchu, 35 ans**  
Avocat, il a été élu en 2004 président du conseil général de Maine-et-Loire. Il était alors le plus jeune président de conseil général de France. Il est, depuis 2008, conseiller municipal d'Angers.

**Nora Berra, 46 ans**  
Médecin, ancienne élue de Neuville-sur-Saône, elle est conseillère municipale de Lyon depuis les élections de mars 2008.

**Sophie Briard-Auconie, 46 ans**  
Directrice commerciale dans l'immobilier, membre du Nouveau Centre, conseillère municipale (Nouveau Centre) à Tours (Indre-et-Loire) depuis mars 2008.

**Alain Cadec, 55 ans**  
Agent d'assurances, premier adjoint au maire (UMP) de Saint-Brieuc, vice-président de l'agglomération. Il est porte-parole de l'opposition au conseil général du département des Côtes-d'Armor.

**Jean-Marie Cavada, 69 ans**  
Ancien journaliste et ex-président de Radio France, élu député européen UDF en 2004. Candidat du MoDem aux élections législatives de juin 2007, il a quitté le parti centriste cinq mois plus tard.

**Arnaud Danjean, 38 ans**  
Entre en 1994 à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Rejoint le Quai d'Orsay en 2005 comme conseiller chargé des Balkans et de l'Afghanistan.

**Rachida Dati, 44 ans**  
Magistrate, ministre de la justice, a été porte-parole du candidat Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2007. Maire du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris depuis 2008.

**Joseph Daul, 62 ans**  
Agriculteur, député européen depuis 1999, président depuis 2007 du groupe conservateur PPE-DE et de la commission parlementaire de l'agriculture et du développement rural de 2002 à 2007.

**Gaston Franco, 66 ans**  
Maire de Saint-Martin-Vésubie depuis 1989, conseiller général des Alpes-Maritimes de 1985 à 2008 et député des Alpes-Maritimes de 1993 à 1997. Président du Parc national du Mercantour.

**Marielle Gallo, 59 ans**  
Avocate et écrivain, épouse de l'académicien Max Gallo. Se présente sous les couleurs du MDC en 1993 aux législatives à Paris. Elle a rejoint la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel.

**Jean-Paul Gauzès, 62 ans**  
Avocat, maire depuis 1983 de Sainte-Agathe-d'Alhiermont (Seine-Maritime) et conseiller régional de Haute-Normandie depuis 1993. Elu député européen en 2004.

**Françoise Grossetête, 63 ans**  
Professeur de droit, députée au Parlement européen et depuis 1999 vice-présidente du groupe PPE-DE. Membre du bureau politique de l'UMP.

**Pascale Gruny, 49 ans**  
Directrice administrative et financière, suppléante de Xavier Bertrand à l'Assemblée nationale, siège à l'Assemblée nationale depuis 2004, lorsque celui-ci est nommé au gouvernement.

**Brice Hortefeux, 51 ans**  
Ministre du travail, des relations sociales et de la famille et vice-président de l'UMP, conseiller régional d'Auvergne depuis 1992 et a été député européen de 1999 à 2005.

**Philippe Juvin, 45 ans**  
Anesthésiste, secrétaire national de l'UMP chargé de la solidarité et du handicap, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, maire de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine) depuis 2001.

**Alain Lamassoure, 65 ans**  
Enarque, député des Pyrénées-Atlantiques de 1986 à 1993, ministre délégué aux affaires européennes, puis délégué au budget, entre 1993 et 1997. Il est depuis 1989 député au Parlement européen.

**Véronique Mathieu, 54 ans**  
Assistante médicale, membre du conseil national de l'UMP depuis 2004 et secrétaire nationale du Parti radical depuis 2006. Députée européenne depuis 1999.

**Elisabeth Morin-Chartier, 62 ans**  
Enseignante, élue au Parlement européen en 2007. Ancienne présidente du conseil régional de Poitou-Charentes, membre du bureau politique de l'UMP depuis 2003.

**Maurice Ponga, 63 ans**  
Enseignant, conseiller à l'Assemblée de la province Nord de Nouvelle-Calédonie depuis 1995. Entre 1999 et 2007, membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

**Dominique Riquet, 62 ans**  
Chirurgien, maire de Valenciennes depuis 2002, il a remplacé à ce poste Jean-Louis Borloo lorsque ce dernier est entré au gouvernement. Conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais.

**Tokia Saïfi, 50 ans**  
Elue députée européenne en 1999, a démissionné en 2002 pour devenir secrétaire d'Etat, chargée du développement durable. Réélue en 2004 au Parlement européen.

**Marie-Thérèse Sanchez-Schmidt, 51 ans**  
Professeur d'anglais, adjointe au maire (UMP) de Perpignan, Jean-Paul Alduy, jusqu'à l'annulation du scrutin municipal pour fraude.

**Michèle Striffler, 51 ans**  
Déléguée médicale, ancienne adhérente du Parti socialiste, a rejoint la majorité présidentielle pour les élections municipales de mars 2008. Adjointe au maire (divers droite) de Mulhouse.

**Christine de Veyrac, 50 ans**  
Députée au Parlement européen. Maire adjointe de Toulouse (2001-2008) et présidente de l'UMP Haute-Garonne depuis 2008.

**Dominique Vlasto, 63 ans**  
Employée à la Sofres, adjointe au maire de Marseille. Depuis 2000, députée au Parlement européen, où elle est membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie.

## Quatorze eurodéputés PS

**Kader Arif, 50 ans**  
Titulaire d'une maîtrise en communication, député européen depuis 2004, membre du PS depuis 1983. Il est premier secrétaire de la fédération PS de Haute-Garonne depuis 2000.

**Pervenche Berès, 52 ans**  
Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, adhère au PS en 1982, membre du cabinet du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, de 1990 à 1992. Députée européenne depuis 1994.

**Françoise Castex, 53 ans**  
Ancienne secrétaire générale adjointe du Syndicat de l'éducation populaire, membre du conseil national du PS de 1997 à 2003. Elle est députée au Parlement européen depuis 2004.

**Harlem Désir, 50 ans**  
Fondateur de SOS Racisme, président de 1984 à 1992. Entré au PS en 1982, conseiller municipal d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis 2001, et membre du bureau national du PS depuis novembre 2008.

**Estelle Grellier, 36 ans**  
Consultante, vice-présidente du conseil régional de Haute-Normandie depuis 2004, première adjointe au maire (PS) de Fécamp (Seine-Maritime) et présidente de la communauté de communes.

**Sylvie Guillaume, 47 ans**  
Conseillère régionale de Rhône-Alpes depuis 1998 et, depuis 2001, adjointe au maire (PS) de Lyon. De 1993 à 2003, première secrétaire de la fédération PS du Rhône.

**Stéphane Le Foll, 49 ans**  
Enseignant, premier secrétaire de la fédération PS de la Sarthe depuis 2008, élu au Parlement européen depuis 2004. Entre 1997 et 2008, directeur de cabinet de François Hollande.

**Liêm Hoàng Ngoc, 45 ans**  
Docteur en sciences économiques, maître de conférences à l'université Paris-I, membre du conseil scientifique d'Attac. Membre du conseil national du PS depuis 2003.

## Les résultats en France

# français du Parlement européen



**Gilles Pargneaux, 52 ans**  
Avocat, premier secrétaire de la fédération du Nord depuis 2005 et membre du bureau national. Il conseille la première secrétaire, Martine Aubry, depuis 2008.



**Vincent Peillon, 49 ans**  
Professeur agrégé de philosophie, membre du bureau national, premier secrétaire de la fédération de la Somme, où il a été député de 1997 à 2002. Porte-parole de M<sup>me</sup> Royal en 2007.



**Patrice Tirolien, 63 ans**  
Professeur de lycée, maire de Grand-Bourg (Guadeloupe), il a été député de Guadeloupe de 1995 à 1997. Il est vice-président du conseil régional de Guadeloupe.



**Catherine Trautmann, 58 ans**  
Titulaire d'une maîtrise de théologie protestante, députée du Bas-Rhin (1986-1988), maire de Strasbourg (1989-2001), ministre (1997-2000). Eurodéputée de 1989 à 1997 et depuis 2004.



**Bernadette Vergnaud, 59 ans**  
Enseignante, adjointe au maire (PS) de Poitiers et conseillère régionale de Poitou-Charentes. Membre du conseil national, eurodéputée depuis 2004.



**Henri Weber, 65 ans**  
Docteur en sciences politiques, cofondateur de la Ligue communiste, conseiller technique de Laurent Fabius (1988-1992) puis chargé de mission dans des ministères. Eurodéputé depuis 2004.

## Quatorze eurodéputés Europe Ecologie



**François Alfonsi, 56 ans**  
Ingénieur, spécialisé dans les questions environnementales, Maire d'Osani (Corse-du-Sud) depuis 2002, conseiller territorial à l'assemblée corse de 1987 à 1998.



**Sandrine Bélier, 35 ans**  
Directrice fédérale de France-Nature-Environnement jusqu'en 2008, elle est juriste de formation. Elle a participé en 2007 au Grenelle de l'environnement.



**Malika Benarab-Attou**  
Cadre dans la protection sociale à Chambéry (Savoie). Cette militante Verte, originaire de la région lyonnaise, s'est beaucoup investie dans la lutte antiraciste.



**Jean-Paul Besset, 63 ans**  
Journaliste, ancien militant de la Ligue communiste, porte-parole de Nicolas Hulot, il a été l'un des initiateurs d'Europe Ecologie. En 1985, chargé de mission auprès de M. Fabius à Matignon.



**José Bové, 56 ans**  
Agriculteur sur le Larzac, proche du mouvement altermondialiste, il a été, en 1987, l'un des cofondateurs de la Confédération paysanne. Candidat à la présidentielle de 2007 (1,3 % des voix).



**Pascal Canfin, 36 ans**  
Journaliste économique, il est responsable de la commission économique et sociale des Verts, et auteur de plusieurs ouvrages sur les questions environnementales.



**Daniel Cohn-Bendit, 64 ans**  
Ancien leader de Mai 68, il est député européen depuis 1994, coprésident du groupe des Verts/ALE depuis 2002. Adjoint au maire de Francfort (1989-1997).



**Karima Delli, 28 ans**  
Militante associative, elle a été secrétaire fédérale des Jeunes Verts de 2007 à 2008. Elle est aussi l'une des animatrices du collectif Sauvons les riches.



**Hélène Flautre, 51 ans**  
Ingénieure, enseignante. Eurodéputée depuis 1999, membre des Verts depuis 1989, elle a travaillé au cabinet de Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais (1992-1998).



**Catherine Grèze, 49 ans**  
Déléguée à l'international, à l'Europe et à l'outre-mer au collège exécutif des Verts, et coordinatrice du Parti vert mondial. Interprète, elle a participé à son congrès à Sao Paulo en 2008.



**Yannick Jadot, 42 ans**  
Cofondateur en 2006 d'Alliance pour la planète, directeur des programmes de Greenpeace de 2002 à 2008, il a été l'un des principaux négociateurs du Grenelle de l'environnement.



**Eva Joly, 66 ans**  
Franco-norvégienne, ancienne juge d'instruction au pôle financier de Paris, elle a été, de 2002 à 2006, conseillère du gouvernement norvégien dans la lutte contre la corruption.



**Nicole Kiil-Nielsen, 59 ans**  
Conseillère d'éducation et ancienne militante féministe. Maire-adjointe (Verts) de Rennes depuis 2001, déléguée à la coopération décentralisée et à la solidarité internationale.



**Michèle Rivasi, 56 ans**  
Biologiste, directrice du centre de recherche indépendante sur les rayonnements électromagnétiques (Crirem), elle a été députée PS de la Drôme (1997-2002) avant de rejoindre les Verts.

## Six eurodéputés MoDem



**Jean-Luc Bennahmias, 54 ans**  
Journaliste, ancien secrétaire national des Verts jusqu'en 2001, élu au Parlement européen en 2004. En 2007, il rejoint le MoDem, dont il est vice-président.



**Sylvie Goulard, 44 ans**  
Enseignante au collège européen de Bruges, membre du directoire scientifique de l'Institut de la politique européenne à Berlin, et, depuis 2006, présidente du Mouvement européen France.



**Jean-François Kahn, 70 ans**  
Journaliste éditorialiste et écrivain, il a fondé *L'Événement du jeudi* en 1984, puis l'hebdomadaire *Marianne*, en 1997. A rejoint le MoDem en 2009 pour les élections européennes.



**Corinne Lepage, 58 ans**  
Avocate, elle a été ministre du gouvernement d'Alain Juppé en 1995. Candidate du mouvement écologiste Cap 21 à la présidentielle de 2002, elle a rejoint le MoDem, dont elle est vice-présidente.



**Robert Rochefort, 53 ans**  
Directeur du centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), spécialisé dans l'étude des comportements. Il est membre du Conseil d'analyse économique.



**Marielle de Sarnez, 58 ans**  
Elue au Parlement européen depuis 1999 et conseillère municipale de Paris, vice-présidente du MoDem, directrice de cabinet de M. Bayrou en 1997 au ministère de l'éducation nationale.

## Cinq eurodéputés Front de gauche



**Jacky Hénin, 48 ans, PCF**  
Commerçant, maire PCF de Calais (Pas-de-Calais) de 2000 à 2008, conseiller municipal depuis 2008. Membre du conseil national du PCF depuis 2003, a été élu en 2004 au Parlement européen.



**Elie Hoarau, 70 ans, Alliance des outre-mers**  
Secrétaire général du PC réunionnais, ancien journaliste, élu député en 1986, puis en 1997, contraint à la démission après une condamnation judiciaire.



**Patrick Le Hyaric, 52 ans, PCF**  
Fils d'agriculteurs, technicien agricole, directeur de *L'Humanité*. Secrétaire fédéral du Morbihan, au comité central de 1990 à 2000.



**Jean-Luc Mélenchon, 57 ans, Parti de gauche**  
Partisan du non au référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, M. Mélenchon quitte en novembre 2008 le PS pour fonder le Parti de gauche.



**Marie-Christine Vergiat, 52 ans**  
Membre du cabinet de M<sup>me</sup> Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, de 1997 à 1999, dans le gouvernement de Lionel Jospin.

## Trois eurodéputés Front national



**Bruno Gollnisch, 59 ans**  
Docteur en droit, délégué général du FN. Député du FN du Rhône de 1986 à 1988, siège au conseil régional Rhône-Alpes depuis 1986. M. Gollnisch est député européen depuis 1994.



**Jean-Marie Le Pen, 80 ans**  
Président du Front national depuis 1972, candidat à la présidence de la République à cinq reprises depuis 1974, parvenu au second tour en 2002. Il est député européen depuis 1984.



**Marine Le Pen, 40 ans**  
Avocate. Entre au bureau politique du FN en 2000. Elue au Parlement européen en 2004 et conseillère municipale d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) depuis mars 2008.

## Un eurodéputé Libertas



**Philippe de Villiers, 60 ans**  
Président du conseil général de la Vendée depuis 1988, ancien député (UDF) de la Vendée, élu au Parlement européen depuis 1994. Il a été candidat aux élections présidentielles de 1995 et 2007.

# Avec les forêts, les tourbières sont un atout majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique

Les Nations unies appellent à protéger ces écosystèmes qui séquestrent le gaz carbonique

P our lutter contre le réchauffement climatique, les solutions ne manquent pas : réduire la consommation d'énergie, en inventer de nouvelles, renouvelables et non polluantes, stocker les émissions de CO<sub>2</sub>, etc. Or, à côté de ces pistes, qui reposent sur des investissements en dizaines de milliards de dollars, il en existe une autre qui consisterait à mieux protéger les puits de carbone naturels que représentent quelques grands écosystèmes planétaires.

Dans un rapport publié le 5 juin, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) estime que près de 15 % du chemin à parcourir pour limiter la hausse

des températures à 2° C d'ici à 2100 pourrait être ainsi réalisé. Un plus certain, car cet objectif de 2° C est loin d'être atteint. Les scénarios établis par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montrent que, pour y parvenir, il faudra réduire de 85 % les émissions mondiales de gaz à effet de serre sur le siècle.

Le carbone séquestré par les écosystèmes terrestres est trois fois plus important que celui présent dans l'atmosphère. Mais les espaces naturels ne contribuent pas tous de la même manière à la lutte contre le réchauffement. Le PNUE suggère de concentrer les efforts sur les forêts tropicales, dont on sait que la disparition alimente

20 % des rejets de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Il insiste aussi sur le rôle des tourbières, dont l'exploitation ou l'assèchement, pour les convertir par exemple en aires de production d'agrocarburants, jouent un rôle dans la dégradation du climat. Une tourbière stocke en moyenne 1 450 tonnes de carbone à l'hectare, beaucoup plus que n'importe quel autre écosystème. Le monde compterait environ 65 millions d'hectares de tourbières dégradées, dont une part importante en Asie du Sud-Est.

Il ne s'agit pas seulement de protéger ces espaces de futures dégradations, il faut aussi envisager leur restauration et la création de nouveaux puits de carbone au travers,

par exemple, de vastes programmes de plantations.

Les experts du PNUE mettent en avant l'argument très convaincant du prix. Alors que les technologies développées pour capturer et stocker 1 tonne de carbone sur les rejets des usines nécessitent de 20 à 270 dollars (sans un total gage de succès), 10 dollars suffiraient pour obtenir le même résultat en utilisant différemment les sols. Tout en faisant d'une pierre deux coups : lutter contre le réchauffement et protéger la biodiversité. ■

**Laurence Caramel**

 **Sur le Web**

Le site du PNUE  
[www.unep.org/french/](http://www.unep.org/french/)



# Sud-Est

## 13 sièges



L'UMP et les Verts sont les deux grands vainqueurs du scrutin dans le Sud-Est, tandis que le PS en est le grand perdant. Avec 29,34 % des voix, Françoise Grossetête, chef de file de l'UMP, progresse de 11,63 % par rapport au scrutin de 2004, dans une élection où le taux d'abstention reste sensiblement le même (60,37 % cette fois contre 59,62 % il y a cinq ans). En passant à cinq élus, le parti majoritaire réalise un gain de deux sièges. Les Verts de Michèle Rivasi totalisent 18,27 %, soit 10,27 % de plus qu'en 2004 et auront deux députés à Strasbourg. C'est en Corse, où ils talonnent la liste UMP, qu'ils réalisent leur meilleur score, avec 26,10 % des voix contre 26,36 % à l'UMP et 12,96 % au PS. Pour ce dernier, le parachutage de Vincent Peillon s'apparente à une déroute. Dans les grandes villes de la circonscription, à l'instar de Marseille, Lyon ou Grenoble, le PS finit à la troisième place derrière les Verts, qui le devancent parfois très nettement, – plus de 10 % à Grenoble, municipalité dirigée par le PS –, et l'UMP. Enfin, Jean-Marie Le Pen enregistre un recul de près de 4 % dans cette région, où il réalise généralement de bons scores. Avec 8,49 % des suffrages, il ne conserve qu'un siège au lieu de deux.

I., 7 681 681 ; V., 3 044 400 ; A., 60,37 % ; E., 2 939 918.

UMP	Françoise Grossetête	862 645	29,34 %	5 sièges
Eur.-Ecol.	Michèle Rivasi	537 140	18,27 %	3 sièges
PS	Vincent Peillon	425 938	14,49 %	2 sièges
FN	Jean-Marie Le Pen	249 700	8,49 %	1 siège
MoDem	Jean-Luc Bennaïmias	216 628	7,37 %	1 siège
FG	Marie-Christine Vergiat	173 491	5,90 %	1 siège
NPA	Raoul Jennar	127 379	4,33 %	
LIB	Patrick Louis	126 207	4,29 %	
AEI	Francis Lalanne	110 106	3,75 %	
DLR	Michèle Vianès	58 415	1,99 %	
LO	Nathalie Arthaud	24 732	0,84 %	
Rés.	Victor Hugo Espinosa	14 516	0,49 %	
EDE	Christian Garino	4 291	0,15 %	
Sol-Lib	Matthieu Chauvin	4 278	0,15 %	
Eur.D	Annie Vital	1 278	0,04 %	
AL	Jacques Gautron	701	0,02 %	
Com	Christophe Ricerchi	683	0,02 %	
FR	Dominique Hamel	635	0,02 %	
UG	Jérôme Médeville	621	0,02 %	
PEU	Daniel Dufrenoy	394	0,01 %	
FNV	Philippe Bariol	140	0,00 %	

**Elus :** Françoise Grossetête (UMP), Damien Abad (UMP), Dominique Vlasto (UMP), Gaston Franco (UMP), Nora Berra (UMP), Michèle Rivasi (Eur.-Ecol.), François Alfonsi (Eur.-Ecol.), Malika Benarab-Attou (Eur.-Ecol.), Vincent Peillon (PS), Sylvie Guillaume (PS), Jean-Marie Le Pen (FN), Jean-Luc Bennaïmias (MoDem), Marie-Christine Vergiat (FG).

**Européennes 2004 :** I., 7 040 134 ; A., 59,63 % ; E., 2 766 407. – PS, Rocard, 791 871 (28,62 %) ; UMP, Grossetête, 490 049 (17,71 %) ; FN, Le Pen, 336 899 (12,18 %) ; UDF, Cornillet, 326 796 (11,81 %) ; Verts, Bennaïmias, 221 332 (8,00 %) ; MPF, Louis, 170 074 (6,15 %) ; PC, Gomez, 140 097 (5,06 %) ; LO-LCR, Vachetta, 65 630 (2,37 %) ; RPF, Marchiani, 60 124 (2,17 %) ; CPNT, Vidal-Daumas, 49 871 (1,80 %) ; FEB, Governatori, 45 314 (1,64 %) ; RCF, Delage, 24 049 (0,87 %) ; MNR, Vauzelle, 18 437 (0,67 %) ; PT, Mirguet, 16 635 (0,60 %) ; VME, Laurelli, 3 896 (0,14 %) ; EDE, Garino, 2 528 (0,09 %) ; div., Anthoine, 1 155 (0,04 %) ; div., Kerdo, 936 (0,03 %) ; AR, Audic, 432 (0,02 %) ; PF, Sanmartin, 212 (0,01 %) ; PDL, Lallouette, 35 (0,00 %) ; FU, Fraysse, 35 (0,00 %).

**1<sup>er</sup> tour présidentielles 2007 :** I., 7 533 372 ; A., 15,14 % ; E., 6 314 071. – UMP, Sarkozy, 2 187 984 (34,65 %) ; PS, Royal, 1 419 211 (22,48 %) ; UDF, Bayrou, 1 127 812 (17,86 %) ; FN, Le Pen, 761 560 (12,06 %) ; LCR, Besancenot, 217 983 (3,45 %) ; MPF, de Villiers, 132 663 (2,10 %) ; PC, Buffet, 124 756 (1,98 %) ; Verts, Voynet, 103 456 (1,64 %) ; Bové, Bové, 90 042 (1,43 %) ; LO, Laguiller, 65 848 (1,04 %) ; CPNT, Nihous, 61 408 (0,97 %) ; PT, Schivardi, 21 348 (0,34 %).

### Corse

I., 213 649 ; A., 69,50 % ; E., 63 576.

UMP	17 410	27,38 %
Eur.-Ecol.	15 252	23,99 %
PS	8 239	12,96 %
FG	6 000	9,44 %
NPA	4 836	7,61 %
FN	4 181	6,58 %
MoDem	2 648	4,17 %
AEI	1 979	3,11 %
LIB	1 446	2,27 %
DLR	1 005	1,58 %
LO	266	0,42 %
Rés.	180	0,28 %
EDE	54	0,08 %
Com	21	0,03 %
Eur.D	20	0,03 %
AL	17	0,03 %
PEU	9	0,01 %
FR	7	0,01 %
UG	5	0,01 %
Sol-Lib	1	0,00 %
FNV	0	0,00 %

**Européennes 2004 :** I., 196 089 ; A., 72,34 % ; E., 53 126. – PS, Rocard, 14 290 (26,90 %) ; UMP, Grossetête, 13 806 (25,99 %) ; PC, Gomez, 6 119 (11,52 %) ; FN, Le Pen, 4 526 (8,52 %) ; Verts, Bennaïmias, 3 545 (6,67 %) ; RPF, Marchiani, 3 368

(6,34 %) ; UDF, Cornillet, 2 980 (5,61 %) ; MPF, Louis, 1 498 (2,82 %) ; CPNT, Vidal-Daumas, 984 (1,85 %) ; LO-LCR, Vachetta, 837 (1,58 %) ; FEB, Governatori, 568 (1,07 %) ; RCF, Delage, 216 (0,41 %) ; PT, Mirguet, 179 (0,34 %) ; MNR, Vauzelle, 154 (0,29 %) ; VME, Laurelli, 51 (0,10 %) ; EDE, Garino, 4 (0,01 %) ; PDL, Lallouette, 1 (0,00 %) ; div., Anthoine, 0 (0,00 %) ; PF, Sanmartin, 0 (0,00 %) ; FU, Fraysse, 0 (0,00 %) ; div., Kerdo, 0 (0,00 %) ; AR, Audic, 0 (0,00 %).

### Corse-du-Sud

#### Ajaccio

UMP	2 049	3,22 %
Eur.-Ecol.	1 936	3,05 %
PS	1 013	1,59 %
FN	772	1,21 %
FG	696	1,09 %
NPA	464	0,73 %
MoDem	381	0,60 %
AEI	277	0,44 %
LIB	182	0,29 %
DLR	104	0,16 %
LO	37	0,06 %
Rés.	22	0,03 %
EDE	13	0,02 %
Com	0	0,00 %
Eur.D	0	0,00 %
Sol-Lib	0	0,00 %

## La carte de France de l'abstention et les sièges par liste

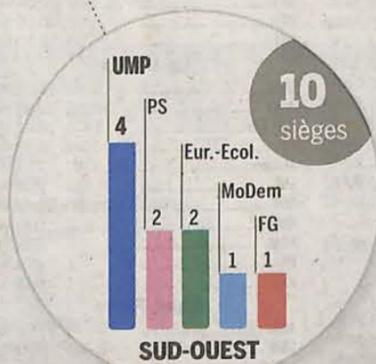
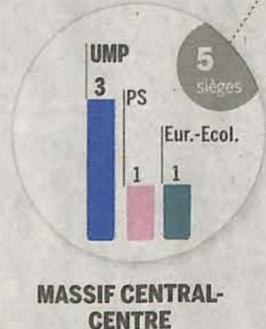
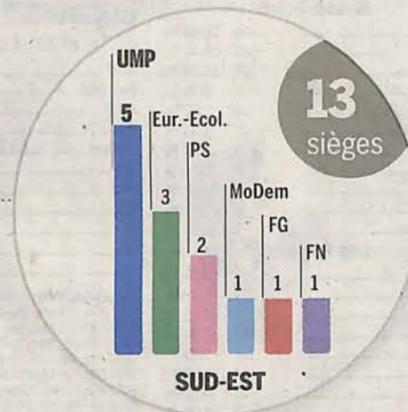
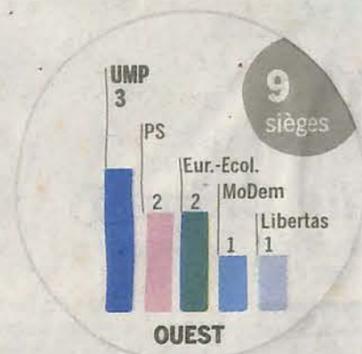
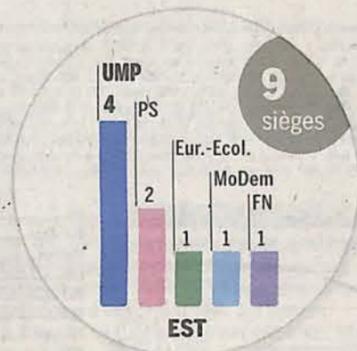
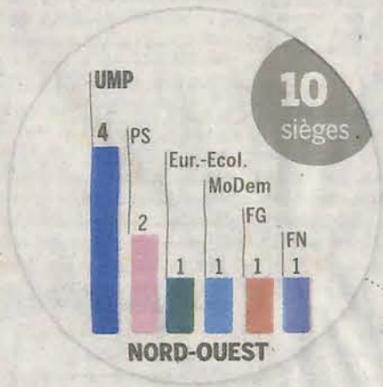
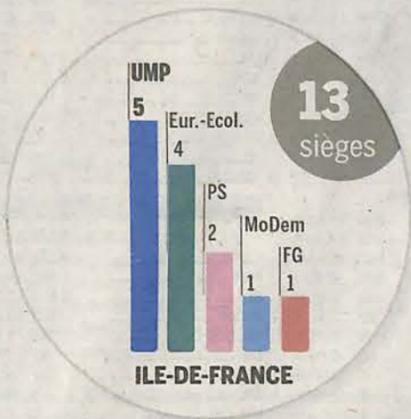
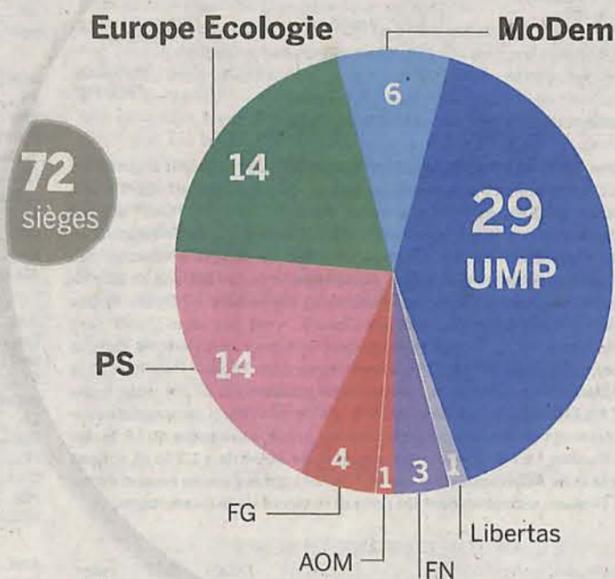
### L'abstention

en pourcentage des inscrits

55-57 57-59 59-61 61-80 plus de 80

- **Front de gauche** PCF-Parti de gauche-Gauche unitaire
- **AOM** Alliance des outre-mers
- **PS** Parti socialiste
- **Europe Ecologie** Verts, divers écologistes
- **MoDem** Mouvement démocrate
- **UMP** Union pour un mouvement populaire
- **Libertas-MPF-CPNT** Chasse, pêche, nature et traditions
- **FN** Front national

### Répartition des sièges



### OUTRE-MER

77,01% d'abstention

